

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 22 JUIN 1978 - N° 724

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Flins : nouvelle agression policière

LES PRESSES CONTINUENT



Lire en page 12

**MOULINEX : LA GRÈVE
SE RENFORCE**

**CAEN
ET ALENÇON
MENACÉES
D'ÉVACUATION**

- *Le patron refuse de discuter tant qu'une seule usine sera occupée*

Lire en page 12

**ARSENAUX :
60 000 GRÉVISTES**

**BREST :
LES FAMILLES
DES GRÉVISTES
DANS LA RUE**

- *Puissant piquet de grève*

Lire en page 12

**COMITÉ CENTRAL
DU PCF**

**Le rapport
Coué adopté
à l'unanimité**

On avait raison. On avait raison depuis 6 ans de mettre en avant le programme commun. On avait raison depuis septembre de dénoncer le PS. On avait raison, le 19 mars au soir, de dire qu'on n'avait aucune responsabilité dans l'échec. On avait raison, fin avril, de dire que les oppositionnels ne sont qu'une poignée etc, etc. Ce n'est pas caricatural de résumer ainsi le rapport que Poperen a fait adopter à l'unanimité mardi soir. En dehors de cette autosatisfaction généralisée, Poperen a malgré tout apporté quelques précisions, quant à la tactique du PCF face aux luttes notamment. Quand aux oppositionnels, qui soi-disant ne sont qu'une poignée manipulée de l'extérieur, ils ont malgré tout été l'objet de violentes attaques tout au long de ce comité central.

Lire en page 3

**Essence :
+ 25 centimes**

Il y a quelques jours, le *Figaro* —très imprudent— annonçait comme une bonne nouvelle le fait que l'OPEP n'augmentait pas ses prix. Ainsi l'essence n'augmenterait pas. Sur décision de Barre, les députés en ont décidé autrement. L'ordinaire de 2,23 à 2,48 F le litre, et le super de 2,42 à 2,68 F. Et pour faire de bonnes affaires, il a été décidé que cette hausse entrerait en application le 1^{er} juillet, soit juste à la veille du départ en vacances.

**Lièvin,
3 ans après :
Coquidé en
correctionnelle**

Lire en page 5

**Royan, Oléron :
les pêcheurs
bloquent
les ports**



Les ports de Royan et de La Cotinière sont bloqués. Si le pouvoir persiste, c'est le port de La Rochelle lui-même qui serait bloqué. Près de 700 bateaux sont menacés par ces restrictions rien qu'en Charente Maritime, et sur la façade atlantique environ 3 000 soit quelque 10 000 familles de pêcheurs !

Lire en page 4

**On veut
assassiner
les Vosges**

Lire notre reportage en page 6

POLITIQUE

●Parmi les grandes questions soulevées dans le PCF à l'occasion de l'échec de la gauche aux dernières élections, figure celle de l'attitude de ce parti à l'égard de l'Union soviétique. Rapidement, parmi les explications avancées par la direction elle-même à cette défaite, on devait rencontrer cet aspect. «La crise sévit dans tous les pays capitalistes (...) et les pays socialistes ne sont pas eux-mêmes à l'abri. Il faudrait savoir de quel poids a pu être un simple fait comme l'annonce, à la veille du premier tour, des hausses de prix en Union soviétique» (Fiterman, le 29 mars). Jusqu'à quel point assiste-t-on à une remise en cause sur ce terrain ?

Des deux principaux courants oppositionnels qui se sont exprimés ouvertement dans la presse, celui d'Elleinstein met certainement l'accent de la façon la plus nette sur ce problème. C'est ainsi que l'historien du PCF lui-même devait écrire le 13 avril dans *Le Monde* : «Encore aujourd'hui, l'analyse des réalités soviétiques reste très en-dessous du nécessaire. L'humanité continue à enjoliver cette réalité et à masquer un certain nombre de traits cependant tout à fait essentiels pour comprendre ce qui se passe en URSS».

De fait, Marchais devait confirmer cette analyse en reprenant, le 26 avril, à un détail près la position adoptée à l'égard de l'URSS lors du XXII^e congrès du PCF : «Nous considérons que ces pays ont déjà accompli une œuvre gigantesque qu'il est impossible de nier sans mauvaise foi, qui joue un rôle positif dans l'évolution générale de l'humanité (...) Nous ne relâcherons jamais, nous ne renoncerons jamais à notre activité de solidarité internationale avec les partis communistes des pays socialistes (...) Cela dit (...) nous avons des divergences (...) qui portent sur des questions capitales, notamment sur la question de la démocratie. Il faut dire avec regret qu'à cet égard, depuis le XXI^e congrès, les choses ne se sont pas améliorées, mais détériorées».

Une fois de plus, la critique à adresser au régime soviétique est ainsi réduite à une sorte d'anneau à un soutien beaucoup plus fondamental qui lui est accordé.

Sur cette question même de la «démocratie», le même Marchais, dans le «défi démocratique», ouvrage rédigé en 1973, et aujourd'hui encore diffusé par le

PCF, écrivait justement : «La démocratie socialiste se caractérise par la recherche permanente du perfectionnement des institutions, l'élargissement des droits des citoyens, l'accroissement des moyens permettant l'exercice de ces droits. «Nous voyons le sens et le contenu de la démocratie socialiste, déclarait Léonid Brejnev en 1971, dans la participation des masses de plus en plus larges à la gestion du pays, des affaires publiques. Cette démocratie est pour nous une nécessité vitale, la condition sine qua non du développement et du renforcement des rapports sociaux socialistes».

Et Marchais de poursuivre un peu plus loin : «Naturellement, on peut toujours, sur ce chemin, se heurter à tel ou tel fait négatif — un cas d'abus de pouvoir, une législation restrictive dans un domaine donné, une mesure administrative là où la lutte d'idées ferait mieux l'affaire. Il ne s'agit pas de les excuser mais de les remettre à leur juste place, de les replacer dans leur véritable contexte. Et ce contexte, c'est la reconnaissance et l'élargissement des libertés pour l'immense masse de la population — et notamment pour les travailleurs, qui en étaient privés — c'est son accès à la vie démocratique».

MORCEAUX DE SOCIALISME ?

«Enjoliver la réalité» : assurément, c'est bien, comme dit Elleinstein, ce que fait le PCF à propos de l'URSS. Reste à voir comment lui-même définit une position par rapport à ce régime : «Le socialisme n'existe que de façon très incomplète, très imparfaite, en Union soviétique. On y trouve des morceaux de

L'ATTITUDE DU PCF VIS-A-VIS DE L'URSS

Par Jean LERMET



URSS : une queue devant un magasin. La hausse des prix annoncée à la veille du 1^{er} tour a gêné le PCF.

socialisme, un socialisme inachevé, parce que la bureaucratie domine là-bas et que la démocratie politique n'existe pas. Non seulement l'URSS n'est pas un modèle ni un exemple, mais elle constitue plutôt un anti-modèle».

Si la charge est vigoureuse, la référence aux «morceaux de socialisme» est peut-être une prudence tactique, que ne partagent pas deux autres membres du PCF de Marseille, interviewés par *Libération* : «Il faut être clair. Peut-on considérer qu'il reste à l'URSS «certains caractères socialistes» ? Je pense que la véritable révolution de mon parti sera le virage historique qui, une bonne fois, appelle un chat un chat : l'URSS est l'antithèse du socialisme».

Au début de l'année, un fait significatif est venu en éclairage supplémentaire à la nature du régime soviétique. Un groupe de deux cents travailleurs soviétiques, qui avaient le courage de signer de leur nom, fondaient une «association du syndicat libre des travailleurs». Ils signalaient : «Nous avons tous été licenciés pour avoir dénoncé des abus, ou pour avoir prononcé des critiques à l'égard des dirigeants des entreprises où nous travaillions. On fait usage à notre égard de méthodes inadmissibles pour avoir exercé notre droit à nous plaindre : sous prétexte de nous inscrire pour être reçus à la direction, on se saisit de nous par un ou par groupe, on nous emmène dans les bureaux de la milice, dans les hôpitaux psychiatriques. Cela se fait au niveau le plus élevé : dans les salles d'audience du Comité central du PCUS, au présidium du soviet suprême d'URSS, à la procureure d'URSS (...). Toutes les hautes autorités — nos serveurs, comme ils aiment à le dire — sont isolées de nous par la milice». Ils dénonçaient «les mauvaises conditions de travail, les bas salaires, les risques élevés d'accidents du travail, l'aggravation des exigences de rendement et des normes de production qui provoquent des bris de machine et la mauvaise qualité des produits, le renchérissement des besoins essentiels et de l'alimentation».

Bref, toutes les conséquences du rétablissement de la loi du profit maximum comme moteur de l'économie. Et, fait essentiel, ils concluaient : «Dans notre pays, il n'existe pas d'organe qui défende objectivement les intérêts des travailleurs». Ces ouvriers soviétiques livrent d'un mot la conclusion que dégage une analyse plus approfondie de la nature du régime de Moscou aujourd'hui.

En fait, il faut sortir une fois pour toutes de la logique de Marchais, qui se borne à dénoncer des «imperfections» dans le système. En vérité, de «socialisme achevé», il n'en existe pas, il n'en existera jamais nulle part. Même, fondamentalement, le socialisme n'est pas autre chose qu'une société transitoire, l'étape intermédiaire d'une société entre l'exploitation capitaliste et la société sans classe, communiste. Transition rendue nécessaire par les conditions matérielles et les habitudes de pensée et d'action héritées de la vieille société, et qui ne peuvent être effacées ni en un an, ni en dix ans.

QUI DETIENT LE POUVOIR

Le critère fondamental, dans cette réalité contradictoire reste finalement, pour déterminer le sens dans lequel se produit l'évolution, celui de la classe qui détient le pouvoir : s'agit-il de la classe ouvrière, alors oui, on peut parler de socialisme. Sinon, et les conditions d'un tel retour en arrière continuent à exister pendant toute la phase socialiste, à quoi donc peut-on avoir affaire, à notre époque, sinon, tout simplement à un capitalisme rétabli ? Capitalisme différent de l'ancien, certes, où l'Etat, et avec lui une classe dirigeante de fonctionnaires de haut rang du parti et de l'Etat, concentre des moyens de production ; mais capitalisme quand même, qui exploite honteusement la classe ouvrière dans le but de réaliser un profit maximum.

Si, comme le reconnaît presque Elleinstein, la classe ouvrière n'a pas le pouvoir en URSS, alors, il faut bien tirer la consé-

quence : ce pays est, comme le disent les deux militants de Marseille, l'antithèse du socialisme : c'est un pays capitaliste. Alors, la politique littéralement fasciste menée à l'intérieur vis-à-vis des masses, l'expansionnisme qui se manifeste à l'extérieur, sur toutes les mers et tous les continents, et qui conduit aujourd'hui à de véritables expéditions coloniales en Afrique, tout cela s'éclaire facilement. Sur ce dernier point. Elleinstein a d'ailleurs raison de relever : «La politique étrangère soviétique n'est que rarement mise en cause, par exemple, à propos de l'Afrique ou de la Chine !»

Car le PCF, qui ne critique que timidement certains aspects de la politique intérieure soviétique a toujours maintenu son soutien à l'entreprise du Kremlin qui, sous couvert de «détente», dispute aujourd'hui les armes à la main l'hégémonie mondiale à son rival américain.

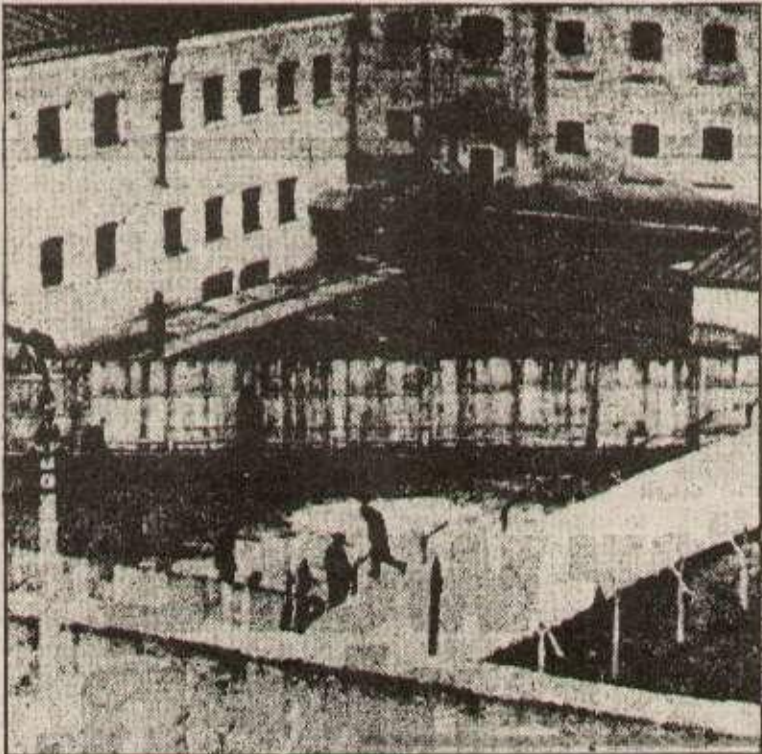
Disons-le cependant : le fait que, tout en restant insuffisante, la critique la plus nette de l'URSS vienne actuellement dans le PCF du courant d'Elleinstein, n'est pas de nature à favoriser son assimilation par les militants ouvriers de ce parti. Non pas sous le prétexte facilement avancé par Marchais qu'il s'agit d'intellectuels. Mais à cause des positions politiques générales sur le fond desquelles ces positions sont prises. Le soutien très marqué à «l'euro-communisme» qui est le fait de ce courant, n'a pas de quoi enthousiasmer, au contraire.

En effet, les travailleurs italiens d'un côté, espagnols de l'autre, font actuellement les frais, les uns du «compromis historique», les autres du «pacte de la Moncloa», par lesquels le PCI d'un côté, le PCE de l'autre, tentent d'enchaîner leur classe ouvrière à la gestion de la crise de la bourgeoisie en place. Ce n'est pas en substituant ce genre de propositions au soutien accordé au capitalisme d'Etat soviétique que l'on pourra construire une alternative à l'impasse dans laquelle le PCF engage les travailleurs de ce pays.



Vis-à-vis de l'URSS, le PCF passe alternativement des sourires à la gêne.

Un camp soviétique près de Kiev.



Conclusions du Comité central du PCF

● NOTRE ANALYSE A TOUJOURS ETE JUSTE

● UNE SEULE PERSPECTIVE : DES ADHESIONS

C'est autour de ce canevas que Claude Poperen a pu broder son rapport. On notera cependant quelques précisions, à défaut de nouveautés :

— Ainsi l'insistance à répéter qu'il est nécessaire de travailler en direction des intellectuels, que ceux-ci ne doivent se sentir en aucune manière lésés par «la priorité de la lutte contre les inégalités». Cette insistance ne peut qu'être mise au compte du débat et des contradictions qui traversent le PCF sur ce sujet-là aussi.

— Ainsi la tentative de clarifier le mot d'ordre «d'union à la base», destiné à servir de palliatif au défunt Programme commun : les militants du PCF

Au contraire de sa précédente session, qui s'était prolongée d'une journée, la réunion du comité central du PCF s'est bien close au moment prévu mardi soir. Il est vrai que la direction a pu prendre la mesure de la crise qui traverse le parti révisionniste, et que les grandes lignes du rapport présenté par Claude Poperen avaient déjà été tracées par le bureau politique. On pourrait résumer de manière très simple les travaux de ce comité central : le PCF a raison, il ne s'est jamais trompé, et tout prouve la justesse de ses analyses.

en retiendront «qu'il s'agit de gagner au changement démocratique des forces beaucoup plus nombreuses, et en particulier dans la classe ouvrière».

Ainsi l'analyse qui est faite des luttes d'aujourd'hui : elles sont le résultat «de la bataille menée durant 6 années avec le programme commun» ! Le

PCF est là à l'exact opposé de la réalité. N'est-ce pas lui, au nom du programme commun, qui pendant 6 années a mis les luttes sous l'étouffoir, répétant d'élections en élections que la victoire permettrait aux travailleurs de faire l'économie des luttes ?

— Enfin, comme on s'en doute, le problème des oppositionnels a été lar-

gement abordé. Claude Poperen l'a traité comme l'avait déjà fait le BP : il y a d'un côté des militants qui se posent des questions, et d'un autre côté une infime minorité, qualifiée de fractionnelle. «Il y a la volonté d'organiser des tendances» et qui ne fait que relayer de l'intérieur une campagne contre le PCF impulsée de l'extérieur (la grande bourgeoisie et le PS bien entendu).

Fait significatif, l'éditorial de René Andrieu, qui est censé donner une rapide synthèse des travaux du CC, est quasi-essentiellement consacré aux attaques contre les oppositionnels, et notamment ceux qui s'expriment dans *Le Monde* de mercredi.

Le rapport de Marchais au précédent CC a, paraît-il, suscité l'enthousiasme dans les cellules. On peut imaginer ce que les militants du PCF ont à faire pour appliquer «avec enthousiasme» le rapport Poperen. Ils devront expliquer «que la crise n'est pas résolue» avec l'équipe Giscard-Barre, ce que tout le monde sait. Ils devront «apporter un soutien aux luttes légitimes des travailleurs» en expliquant à ces travailleurs que leurs luttes sont le fruit de six années de programme commun...

Ils devront «reconstruire une union plus forte» mais sans savoir avec qui. Et enfin ils devront «battre politiquement les tentatives fractionnelles» qui ne sont tout de même pas si minoritaires que ça puisqu'aux dires mêmes de Poperen : «Les 98 comités fédéraux ont approuvé le rapport Marchais, souvent à l'unanimité», ce qui signifie à contrario que souvent aussi, les comités fédéraux du PCF ne sont pas unanimes.

À ces perspectives peu réjouissantes et qui laissent de côté l'ensemble des luttes engagées par les mouvements de masse (marée noire, femmes, radios libres, etc...) s'en ajoute malgré tout une autre : atteindre les 700 000 adhérents à la fin 78. Pour quoi faire ?

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,
75 924 Paris Cedex 19

LE RAPPORT POPEREN

Faisant allusion au rapport Marchais et au 22^e Congrès, Poperen commence ainsi son rapport : *L'évolution des événements confirme les appréciations que nous avons portées*. Il cite ensuite un certain nombre de chiffres sur le chômage, sur le pouvoir d'achat, etc... «Tous les grands secteurs d'activité sont touchés par les licenciements et le recul des effectifs. L'austérité frappe dans tous les domaines» et Poperen les énumère : d'abord les intellectuels : «Alors que notre pays possède un potentiel intellectuel très riche, qui a besoin de libertés pour se déployer, une bureaucratie tatillonne entrave toutes les initiatives, dévoie les activités créatrices».

Ensuite la paysannerie : «dont les intérêts ont été sacrifiés à Bruxelles». Abordant le développement des luttes, Poperen considère qu'«une des caractéristiques de ces mouvements, c'est la participation massive des femmes et des travailleurs immigrés avec les autres travailleurs». Il précise ensuite que «c'est la conscience croissante de cet acquis (l'acquis de la bataille menée pendant six années avec le programme commun) par les travailleurs, de la marge étroite dont disposent pouvoir et patronat, qui explique le développement rapide des luttes quelques semaines seulement après les élections législatives».

Pour Poperen, «il importe que les communistes

soient présents et actifs partout pour la défense des besoins et aspirations de la classe ouvrière, mais aussi de tous ceux qui, à des degrés divers, sont victimes du grand capital, y compris en apportant notre contribution à des luttes auxquelles nous avons jusqu'ici insuffisamment accordé d'attention».

Après un long développement sur l'Afrique : «au premier rang du combat contre le colonialisme», le rapport en vient aux relations avec le PS. Citant un certain nombre de déclarations de dirigeants socialistes, Poperen tranche : «Nous avons eu raison de ne pas céder» et plus loin, «sa responsabilité est totale dans la défaite de la gauche au mois de mars». En ce qui concerne l'union, le rapport explique : «Nous l'avons proclamé dès le mois d'avril, l'abandon du programme commun par le PS ne nous amène pas à renoncer à notre stratégie d'union, mais il est vrai que son glissement à droite nous conduit par contre à accentuer nos efforts pour que l'union de la gauche repose sur l'union dans les masses, dans l'action, pour faire intervenir et agir dans les luttes les travailleurs et les démocrates». Ce qui aboutit à la conclusion suivante : «l'appel du CC d'avril à reconstruire l'union doit donc être compris comme une invitation lancée aux communistes à s'engager comme jamais dans un travail diversifié, constructif, à agir

et faire agir, à obtenir, par leur propre action et à prendre en compte tout ce qui est obtenu.»

Pour ce qui est des alliances, Poperen se contente de répéter : «Nous devons persévérer dans notre ligne de conduite, c'est-à-dire la priorité en direction des plus exploités, des catégories sociales éprouvant le plus de difficultés, vers les salariés des grandes entreprises, mais aussi des PME».

Enfin vient ce qui est pudiquement appelé «la discussion dans le parti».

Poperen cite des chiffres et en déduit que les oppositionnels sont une infime minorité. Ce qui ne l'empêche pas de poursuivre : «Les communistes doivent bien mesurer l'importance de l'emprise conjointe des forces réactionnaires et du PS dont le parti est l'objet», et plus loin : «Nous devons aussi clairement expliquer au parti que l'entreprise dirigée contre lui de l'extérieur a ses ramifications intérieures. Il y a, c'est indéniable, un travail fractionnel ; il y a la volonté d'organiser des tendances. C'est politiquement que nous devons battre ces tentatives. Nous rejetons toute complaisance à l'égard de ceux pour qui le parti est responsable de tout, et devenu parfois l'adversaire».

Poperen termine sur l'importance du débat à mener, puis reprend les termes du discours de Marchais à propos des femmes et ceux d'un autre discours de Marchais à propos des JC.

PCF et contestation interne

Deux étudiants du PCF, Yves Roucate et Serge Lewish, qui avaient déjà fait part de leurs divergences avec la direction de leur parti, récidivent dans *Le Nouvel Observateur*. Ils y dénoncent «les amalgames du style : Althusser = Einstein = Garaudy = le PS = giscardisme» pratiqués par *L'Humanité*, «notre Pravda nationale», comme disent amèrement certains militants. Pour eux, «le goulag, ce n'est pas seulement l'extermination de tous ceux qui émettent des critiques hors du parti et dans le parti, c'est aussi l'état d'esprit et les méthodes qui y conduisent.»

Élections annulées : candidatures uniques de la gauche

Après la récente annulation de l'élection de Marie-Thérèse Goutmann, député PCF de Seine Saint-Denis, et d'André Cellard, député PS de la 2^e circonscription du Gers, le PCF avait proposé au PS que les élus invalidés soient soutenus par l'ensemble des partis de gauche dès le premier tour. Le PS a donné son accord.

La date de l'élection pour le siège détenu par Marie-Thérèse Goutmann est fixée au 16 juillet, ce qui laisse prévoir un taux d'abstention important.

Dans la Vie Ouvrière de cette semaine

Querelle de clans dans la CGT

Pour la deuxième fois en quelques mois, la *Vie Ouvrière*, organe de la CGT, ouvre ses colonnes à des «oppositionnels». Cette fois pourtant, une nouveauté : c'est une lettre adressée à la Confédération par 9 signataires de différentes structures de la CGT qui est publiée. Elle est d'ailleurs dûment chapeautée et accompagnée d'une longue réponse. Une fois de plus on retrouve Germon et Carasus, notoirement connus comme membres du PS, de même d'ailleurs que les autres signataires. Ils se prétendent les porte-parole des adhérents du PS dans la CGT.

Que dit cette lettre : elle reproche à la CGT d'avoir accumulé les déclarations malveillantes à l'égard du PS et donne plusieurs exemples. Elle met l'accent sur les conséquences de cette attitude : «La CGT ressort affaiblie de cette campagne... Que l'on ne nous dise pas que cette situation est peu alarmante ; la politique de l'autruche peut être suicidaire... Or la CGT stagne, voire régresse. C'est bel et bien un grand nombre de salariés qui condamnent l'attitude partisane de la CGT

pendant la campagne. La CGT leur est apparue comme le porte-parole d'un courant politique». De là, la lettre passe aux dangers d'une telle situation par rapport à la mobilisation des travailleurs, d'autant qu'existent «les hésitations, voire les illusions qu'entretiennent les autres confédérations...» Et elle termine sur la nécessité d'une démocratie réelle dans la CGT, contre une «direction confédérale se présentant elle-même comme une avant-garde éclairée chargée d'expliquer la bonne orientation aux syndiqués...»

Visiblement, par cette initiative, le PS cherche à regrouper autour de lui les syndiqués mécontents de la politique suivie par la direction CGT.

Il faut dire que le prochain congrès de la CGT est pour bientôt. Cela dit, si la direction de la CGT a choisi de publier cette lettre, pourtant effectivement fractionnelle et contraire aux statuts de la CGT, c'est qu'elle y a plutôt à gagner. Ce genre de démarche est de fait peu apprécié des syndiqués, surtout qu'aujourd'hui, plus que jamais, ils en ont par-dessus la tête de ces batailles des partis de gauche dans les syndicats, batailles que l'on retrouve aussi sur le terrain des luttes.

On voit donc mal qui pourrait aujourd'hui se lever pour soutenir le PS contre le PCF dans la CGT.

De tout cela, les travailleurs en ont soupé tout au long des mois qu'a duré la campagne électorale.

Autodéfense au tribunal d'instance de Paris 12^e

Constituée après un accident mortel provoqué par un ascenseur vétuste et non conforme aux normes de sécurité, l'amicale des locataires du 192, avenue Daumesnil à Paris a assigné son propriétaire le 15 mars 78 pour une contestation de charges. L'amicale reconnue recevable en justice a gagné son procès.

Dans cet immeuble régi sous la loi des immeubles neufs à loyer libre, les baux sont d'un an.

Les deux locataires les plus actifs de l'amicale et qui ont plaidé le 15 mars ont reçu congé pour le 1^{er} mai et le 1^{er} juillet. L'amicale a assigné une nouvelle fois le propriétaire le 14 juin pour demander l'annulation des congés.

Les locataires estimant ces congés abusifs et en relation directe avec les actions menées dans l'immeuble, ont adressé au propriétaire une lettre de protestation et une pétition. Les deux locataires, Joëlle et Claire ont plaidé l'abus de droit car si les congés dans le cadre d'un bail d'un an sont réguliers, il est évident qu'ils ont donné à des fins malveillantes (faits et preuves à l'appui dans le dossier parvenu au juge).

Elles prétendent que l'exécution de leurs congés — demandée par l'avocat adverse — serait un véritable délit de droit. Est-il possible que des locataires qui viennent demander réparation devant la justice et qui obtiennent satisfaction puissent être, hors de la salle du Tribunal, à la merci de la vengeance

du propriétaire ? C'est tout le problème des baux d'un an et du chantage aux congés.

Jugement sera rendu le 12 juillet 1978. Un des documents fournis au juge tiré de la législation sur les loyers (loi de 1948) appuie notre argumentation.

Art 21 : Lorsqu'il sera établi par le locataire ou l'occupant que le propriétaire invoque le droit de reprise non pas pour satisfaire un intérêt légitime, mais dans l'intention de nuire au locataire ou à l'occupant ou d'éluider les dispositions de la présente loi, le juge devra refuser au propriétaire l'exercice de ce droit.

En cour de Cassation le 20 janvier 1964, il a été précisé : « Que l'exercice du droit de propriété qui a pour limite la satisfaction d'un intérêt sérieux et légitime ne pourrait autoriser l'accomplissement d'actes malveillants ne se justifiant par aucune utilité appréciable et portant préjudice à autrui ».

L'avocat de la partie adverse n'a pas nié la relation des congés avec l'action des locataires appartenant à l'amicale mais n'a donné aucun motif pour justifier les congés. « Je pourrais les donner mais je ne les donnerai pas », et a simplement invoqué le droit absolu du propriétaire dans le cadre de contrats signés par les deux parties.

Une affaire similaire sera plaidée à Strasbourg le 20 juin.

Amicale des Locataires
du 192, ave Daumesnil
75012 Paris

L'Europe bleue contre les petits pêcheurs

LES PORTS D'OLERON ET DE ROYAN BLOQUÉS

Le mouvement engagé par les patrons-pêcheurs et leurs équipages lundi dans les ports du littoral charentais s'est poursuivi mardi, puisque les ports de Royan, Marenne, Oléron et la Cotinière étaient toujours bloqués. Les patrons-pêcheurs des petites

unités qui pratiquent la pêche côtière ont déposé leur rôle (inscription du bateau et de l'équipage, qui donne le droit d'exercer) pour une durée illimitée, tant que ne seront pas aménagés les arrêtés ministériels du 19 avril sur la pêche côtière.

Dans le cadre de la refonte de la pêche au niveau européen, qui s'est déjà traduite par le désarmement de centaines de navires de pêche industrielle, une série d'arrêtés ministériels est venue modifier la réglementation de la pêche dans la zone économique française. Sans entrer dans le détail, il s'agit d'augmenter la taille minimale des prises, le maillage des filets de chalut, ainsi que les quotas de pêche par espèce. Or, dans la région de La Rochelle, après la liquidation dramatique, de la pêche industrielle, la pêche côtière est restée l'un des seuls secteurs où il soit encore possible de travailler. Un certain nombre de marins de grande pêche s'étaient d'ailleurs reconvertis, les autres — la majorité — étant entrés en usine ou ayant grossi les rangs des chômeurs. L'application au pied de la lettre des arrêtés ministériels signifierait la disparition de la plupart de ces pêcheurs, dont les chaluts ont un maillage plus serré que ceux de la pêche hauturière, et dont les prises sont souvent d'assez petite taille (soles, rougets, grondins, daurades...)



L'administration maritime, qui se doutait de la vivacité d'une éventuelle réaction, ne s'était pas aventurée à les faire appliquer, c'est-à-dire à contrôler les prises et les appareils de pêche au débarquement. « Nous ne disposons pas encore des modalités d'application des arrêtés », explique celui de Marennes. Il y a une semaine, les équipages avaient la surprise d'entendre les mareyeurs refuser

leurs prises. « Trop petites » ont dit les maquignons de la mer aux pêcheurs, « nous ne voulons pas payer d'amende pour vente de poisson en dessous de la taille minimale ». La réaction a été quasi immédiate. Menacés dans leur gagne pain dans une région où le chômage, du à la crise de la pêche en particulier, est très pesant, ils ont déposé les rôles et bloqué les ports, empêchant ainsi les plaisanciers

de sortir.

Les arrêtés du 19 avril s'appliquant à toute la France, il est fort possible que le mouvement s'étende aux autres ports, bretons en particulier. « Soixante pour cent des pêcheurs européens doivent disparaître », prétendait la commission européenne en 72. Ceux-ci n'ont pas l'intention d'entrer dans de telles prévisions.

Éric BRÉHAT

Lyon

VENDREDI 23 JUIN à 20 h 30 (entrée gratuite)

au CINÉMATOGAPHE

44 cours Suchet Lyon 2^e (derrière Perrache)

Plusieurs librairies lyonnaises organisent une soirée débat avec Alain Delale, de l'équipe du *Peuple français* (revue d'histoire populaire) et co-auteur du livre :

La France de Mai 68

La soirée commencera par la projection d'un film sur mai 68. Le débat portera sur le mouvement gréviste du printemps 1968.

- La commune étudiante.
- Les grèves ouvrières de la région lyonnaise.
- Les grandes grèves du mouvement ouvrier français.

Vous êtes cordialement invités

Soirée organisée par **Librairie Le Soleil** ●
Librairie La force du livre
Librairie populaire *

* La librairie populaire organise une expo-photos sur mai 68, du 12 au 23 juin.

Projet de centrale de Cattenon

LA VALLÉE DE PIERRE PERCÉE NE VEUT PAS ÊTRE NOYÉE

— Dimanche 18. 16 h 30. Vallée de Pierre Percée.

A l'appel de l'association de sauvegarde de la vallée de Pierre Percée, 350 manifestants anti-nucléaires ont défilé contre le projet de centrale de Cattenon.

La construction de cette centrale suppose l'élevation d'un barrage, de 70 mètres de haut et long de 315 m, qui servirait à alimenter en eau les circuits de refroidissement du réacteur. Ce sont 475 hectares de forêt qui disparaîtraient ainsi si le barrage dit « Vieux Pré » se concrétisait. Si l'EDF fait miroiter l'apport touristique important de cette création, le comité de sauvegarde et les écologistes répondent : « Ce n'est qu'un virage. Durant 3 ans, le lac sera à sec. 3 ans encore seront nécessaires pour le remplir et 6 années de plus pour régler le problème du « marnage » (envasement) ».

blème du « marnage » (envasement) ».

En tout donc 12 années pendant lesquelles le tourisme non seulement n'empêchera en rien la mort de la vallée, condamnée entre autres par l'écroulement de l'empire Boussac, les dangers de changement climatique par le réchauffement des eaux de la Moselle, éléments qui perturberont encore les « possibilités touristiques ». L'infrastructure, hôtels, auberges, indispensables pour attirer les touristes et inexistante hypothèque encore le mirage du « tourisme sauveur de la vallée ».

Si la mobilisation demeure peu importante, la présence des organisations syndicales CGT, CFDT prenant position contre le projet augure de fortes possibilités de renforcement du mouvement

engagé. Par ailleurs, Radio Libre Epicea, avec le concours et l'aide de Radio Verte Fessenheim a retransmis sur modulation de fréquence (102 - 104 MHz) le cours de la manifestation. « Il ne tient qu'à vous que cette radio qui est la vôtre prolonge son existence ».

Le représentant des comités de sauvegarde de la plaine du Rhin a déclaré : « Intéressez-vous à votre problème et vous arriverez à lier à Cattenon, Fessenheim. Vous comprendrez qu'il s'agit d'un mécanisme général ».

Les forestiers CGT-CFDT lorrains de l'Office National des Forêts demanderont dans leur prise de parole « qu'on ne se laisse pas duper par la journée organisée le 24 juin par le gouvernement, lequel tente de tout faire

pour oublier sa complicité dans la destruction de l'environnement naturel ».

Les organisations politiques n'ont fait que déléguer des représentants. Ce à quoi les écologistes réagissent en disant : « Comptons sur nous et sur les habitants de la vallée ».

La prise de conscience collective reste à faire, mais les éléments sont réunis pour réussir dans cette entreprise et empêcher la mort de la vallée et la mort des Vosges. Les mots d'ordres illustraient bien ces propos : « Boussac, Pierre Percée, non à la mort des Vosges ! Contre le programme nucléaire, résistance populaire ! »

Pour prendre contact avec Radio Libre Epicea, écrire à Place de la République, Immeuble Renaissance à Raon-l'Étape.

Corr.

Le Quotidien du Peuple

Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris

Directeur de Publication : Y. Chevet

Imprimé par IPCC - Paris

Distribué par les NMPP

Commission Paritaire : 56 942

Renault, Moulinex, arsenaux, SPLI...

POUR DES LUTTES VICTORIEUSES

Fort de son succès électoral, M. Barre pensait pouvoir asséner impunément de nouveaux coups aux travailleurs. «Ils sont assommés par la défaite de la gauche, il ne réagiront pas» pensait le premier Ministre. Lors, toute une série de licenciements qui avaient été retardés jusqu'au 20 mars devenaient réalité. Depuis, des centaines de travailleurs sont venus grossir le flot des sans-emploi. Boussac, c'est l'exemple le plus connu. Il faut citer, aussi Flaminiaire, la SPLI, Massey-Fergusson, et beaucoup d'autres. Dans le lot de ses mauvais coups contre les travailleurs, Barre décidait également d'un train de fortes hausses amputant une nouvelle fois le pouvoir d'achat des familles populaires déjà bien bas.

VOCATION DE NÉGOCIATIONS

Il fallait établir une sorte de «consensus social» pour faire passer ces mesures anti-populaires. Ce fut la politique d'ouverture, les entretiens et autres tables rondes vers lesquelles les états-majors syndicaux se sont précipités comme un seul homme. Tous, ceux de la CGT comme ceux de la CFDT, rejoignant les habitués de ce genre de cérémonies que sont les FO et autres CFTC, se sont découverts des vocations de négociateurs. Et l'on a pu voir certains «leaders» syndicaux, sans retenue aucune, affirmer à tout propos qu'il fallait maintenant miser à fond sur le développement de la politique de négociations, que le salut des travailleurs viendrait de là. D'autres ont voulu y mettre les formes mais qu'importe ces subtilités ; les faits sont là. Eux aussi misaient sur l'abattement des travailleurs après la déroute de la gauche. Attribuant leur propre désarroi aux masses populaires, ils entendaient se mettre en sommeil autour des tapis verts. Jusqu'aux prochaines élections sans doute ?

LES TRAVAILLEURS SE MOBILISENT

Tout ce joli monde s'est trouvé surpris dès le

début de mai par le renouveau des luttes ouvrières. Une première vague d'abord ; surtout dans les petites et moyennes entreprises. Puis Renault, les arsenaux, Moulinex... pour ne citer que les plus connues. A quelques semaines de la coupure annuelle des congès, les grèves éclatent par dizaines. Toutes les usines de la Régie en mouvement, on n'avait pas vu cela depuis longtemps. C'est la même chose pour Moulinex ou pour les arsenaux. Et si près des vacances... L'ampleur prise par ces luttes dans ces conditions atteste de la profondeur de la colère ouvrière : le blocage des salaires depuis l'installation de Barre à Matignon, les fermetures d'entreprises, les files de chômeurs qui ne cessent de s'allonger, les conditions de travail qui se détériorent... C'est contre tout cela que les travailleurs se mobilisent.

Oui, c'est vrai qu'ils avaient attendu quelque chose de ce mois de mars 78. On leur avait tellement rabaché cela depuis des mois, des années même. Sans trop d'illusions c'est sûr ; mais enfin Giscard et sa bande allaient être battus et ça au moins, ce serait une victoire. Tout cela, c'est le passé. Dès le 21 mars, la question s'est posée : alors, on prend les mêmes et on recommence ? Non, on ne recommence pas ! Maintenant, il va falloir qu'ils plient les patrons. Et ils plient lorsque la lutte est déterminée. C'est le cas à La Lainière de Cambrai où les grévistes ont arraché une partie importante de leurs revendications sans avoir reculé ni devant l'intimidation patronale, ni devant l'intervention policière.

LES ETATS-MAJORS SYNDICAUX SONT MAL A L'AISE

Comme ils paraissent dérisoires aujourd'hui les discours des politiciens des partis de gauche sur le changement. Les vociférations d'un Marchais contre le PS n'intéressent plus grand monde ; y compris dans les rangs du PCF. Ils sont à 100 lieues

des préoccupations des travailleurs qui aujourd'hui, très largement dans les usines se posent la question d'entrer en lutte, et de gagner.

Les états-majors syndicaux sont mal à l'aise ; ils traversent une période difficile. Le 20 mars a été un rude coup pour eux. Pendant qu'on annonçait les résultats, Séguy, articulant péniblement, proposait aux vainqueurs d'ouvrir des négociations dès le lendemain. Edmond Maire se tenait coi, mais préparait déjà ses dossiers. Le développement des luttes n'entraîne pas dans leurs calculs. Ils essaient bien, à grands renforts de contorsions, «d'expliquer» que les luttes ne sont pas contradictoires avec les «négociations» qu'ils ont engagées, que c'est un peu la même chose... Non vraiment, «Ca ne passe pas». Edmond Maire a bien fait rire tout le monde quand il a annoncé sans sourciller que «le dégel social (était) l'œuvre de la CFDT». Quant à Séguy, ses appels à la lutte cadrent plutôt mal avec l'attitude de sabotage des appareils CGT sur le terrain.

Au plus fort des luttes, quand le moment est venu de prendre des initiatives, de définir des perspectives, ces gens-là passent leur temps à organiser la démobilisation, à susciter la division, à se quereller entre eux. Les travailleurs en ont assez. Ceux de chez Renault avaient commencé à imposer leur volonté aux appareils ; ceux de l'arsenal de Brest les ont conspués publiquement alors qu'ils s'entredéchiraient ; ceux de la SPLI ont repoussé fermement les manœuvres de récupération du PCF et de ses hommes dans la direction CGT. Ce mouvement de rejet de la ligne suivie par les directions syndicales s'amplifie. Nombreux sont les militants qui y prennent part. C'est cela qu'il faut poursuivre. Dans les syndicats et hors des syndicats. Obliger les directions syndicales à rendre des comptes, c'est aussi ne plus les laisser agir à leur guise ; ne plus les laisser saboter ; prendre soi-même les affaires en main quand elles se dérobent. La victoire des luttes est au prix de cette bataille.

Gérard PRIVAT

Liévin, 3 ans et demi après

COQUIDÉ ENVOYÉ EN CORRECTIONNELLE

Trois ans et demi après la catastrophe de Liévin, la justice vient seulement de confirmer la décision prise 5 mois après la mort des 42 mineurs par le juge Pascal. Statuant en tant que juge d'instruction, la cour d'appel de Douai renvoie devant le tribunal correctionnel de Bethune le responsable de la sécurité à la fosse 3, Coquidé. Coquidé est inculpé d'homicide et blessures involontaires par «imprudence, maladresse, inattention, négligence ou inobservation des règlements».

Il aura donc fallu trois ans et demi pour confirmer la décision prise par le juge Pascal ! Mais malgré les déclarations hypocrites de Chirac alors premier ministre lors des obsèques des 42, tout a été fait pour empêcher l'avance de l'enquête. Et ce n'est pas faute d'éléments, loin de là. Les preuves flagrantes de la responsabilité des Houillères, le juge Pascal, les mineurs eux-mêmes en

avaient rassemblé et plus que nécessaire !

Descendant au fond, le juge Pascal avait noté le manque de télégrismètres, l'insuffisance criminelle du système de «sécurité». Dans le cadre de la commission populaire d'enquête, créée à l'initiative du PCR ml, les mineurs eux-mêmes avaient rassemblé un faisceau fourni et argumenté de preuves, et exposé leurs conclusions lors du Tribunal populaire de Liévin en 1975.

Mais le 25 juillet 1975 le juge Pascal était désaisi du dossier et ses conclusions passaient aux oubliettes. De cette façon la chambre d'accusation de Douai n'avait plus qu'à recommencer l'instruction à zéro ou presque...

On a eu droit à un rapport du service des Mines qui tentait de limiter les causes à un simple incident technique ! Le rapport des experts internationaux, lui releva entre autres que le problème de l'assèchement des galeries était mal réglé. Enfin et

surtout les rapports des parties civiles CFDT et CGT alimentèrent le dossier.

Si la décision des juges de Douai ramène enfin le dossier à la surface, elle n'est en aucun cas suffisante ; car se limitant à Coquidé elle ne touche pas la responsabilité même de la direction des Houillères et de leur politique criminelle. La CFDT a du reste l'intention d'engager «le moment venu une procédure de citation directe» contre Hecquet, PDG des Houillères du Nord et Lacoste ingénieur en chef du service des mines. Le procès de Coquidé ne s'ouvrira probablement pas avant plusieurs mois et on peut s'attendre à ce que tout soit fait pour le réduire à une bataille juridique sur les indemnités des veuves des victimes. Mais 5 ans après l'assassinat de leurs 42 camarades les mineurs de Liévin n'ont pas oublié et ils comptent faire le maximum pour que les vrais coupables soient châtiés !

P.P.

Essence : + 10 %

On le savait depuis longtemps, mais c'est désormais officiel : l'essence va augmenter. Les députés en ont discuté l'autre soir en étudiant le projet de loi rectificative du budget 78. Les mesures étaient proposées par Barre pour faire entrer de l'argent dans les caisses de l'Etat. Donc, dès le 1^{er} juillet, soit avant les départs en vacances — l'ordinaire passera de 2,23 à 2,48 F et le super de 2,42 F à 2,68 F. Pour faire bonne mesure, le gas-oil et le fuel domestique augmentent eux aussi.

Encore un journal attaqué

La liste s'allonge des locaux de journaux plastiqués, ou des salles de rédactions cambriolées. Au cours du week-end dernier, c'est l'hebdomadaire *Témoignage Chrétien* qui a été victime d'un cambriolage, le second en un an. Les cambrioleurs ont volé des postes de radio et des magnétophones, mais on ignore encore ce qu'ils cherchaient précisément dans les locaux de *Témoignage Chrétien*.

Trois flics violent une fillette à la Courneuve

Trois policiers de Saint Denis sont placés sous mandat de dépôt depuis dimanche. Après s'être saoulés samedi soir, ils embarquent une fillette de 13 ans, Fatima, dans leur véhicule et la violent près du Fort de l'Est à la Courneuve puis la laissent sur place. Revenant sur les lieux de leur crime, les trois individus osent ensuite appréhender Fatima et deux de ses camarades et les emmènent au commissariat ! La police ayant fait silence, l'affaire a été révélée par une fuite.

DIMANCHE : RVF EN DIRECT A LA MANIFESTATION CONTRE LE CANAL

Le conseil d'Etat vient de donner un avis favorable au projet de canal à grand gabarit Rhin-Rhône et le gouvernement doit décider avant le 14 juillet 78 de l'utilité publique de ce projet. La grande majorité de la population du Sundgau, du Territoire de Belfort et de la Vallée du Doubs est opposée à ce projet dément et protestera une fois encore dimanche 25 juin dans l'après-midi à Montreux-Châteaux. A l'occasion de cette manifestation, Radio Verte Fessenheim émettra en direct du lieu de rassemblement à partir de 16 h dimanche 25 juin, en modulation de fréquence entre 100 et 104 MHz. Cette émission à laquelle participeront les comités anti-canal, des maires et conseillers municipaux ainsi que le député du Territoire de Belfort, M. Forny, sera retransmise dans la région de Belfort dimanche 25 juin à partir de 20 h sur la même fréquence.

COMMUNIQUÉ

On veut assassiner les Vosges

Par Richard FEUILLET

Trois semaines après la cessation provisoire des poursuites (25 mai) transformée il y a 15 jours en liquidation judiciaire par le Tribunal de Paris, tout indique que c'est au dépôt de bilan qu'entend procéder le gouvernement en ce qui concerne Boussac. La condition (le départ de Jean-Claude Boussac) est remplie depuis vendredi dernier.

Cette mesure signifie (Monory - Industrie - et Giraud - Économie - l'ont dit sans fard), l'abandon pur et simple de toutes les usines de Tissage et de Filature des Vosges, qualifiées d'«hyper déficitaires», autrement dit la transformation en désert de toute la vallée de la Moselle (de Nancy à Épinal) dans un premier temps.

Quant aux usines de reconversion, dont on sait qu'elles s'en vont une fois les primes à «l'emploi» touchées, (raison pour laquelle les Vosgiens s'en méfient désormais), il n'en est même pas question.

Ce que prépare le pouvoir - le 7^e plan est clair à ce sujet - c'est littéralement chasser des milliers de Vosgiens vers la banlieue industrielle des grandes villes, c'est faire table rase des usines pour laisser la place entre autres aux résidences secondaires. Alors, à trois semaines de l'échéance fatidique des vacances, la colère monte !

Pour mieux comprendre les conséquences dramatiques qu'un tel plan entraînerait pour les travailleurs vosgiens s'il venait à être appliqué, il faut savoir ce que représente Boussac dans cette région qui arrive déjà à la 94^e place pour la création d'emplois ! Nous l'examinerons aujourd'hui à travers quelques tableaux, chiffres et cartes.

1- BOUSSAC, L'EMPEREUR DU TEXTILE



Boussac comprend 10 usines spécialisées dans le tissage et la filature.

4 000 travailleurs y étaient employés (et le sont encore à peu près) en octobre 77. Ces usines sont coiffées par deux sociétés : les Filatures et Tissages de Nomexy (usines de la vallée de la Moselle) et la Société Industrielle de Senones (usine de la vallée du Rabodeau) ; cette dernière société est en même temps un holding financier qui coiffe le patrimoine immobilier du groupe

(les 2 200 logements - Boussac est le 1^{er} constructeur immobilier dans les Vosges après les HLM -, les châteaux, hôtels à Paris, les journaux).

Ces deux sociétés sont elles-mêmes coiffées par une société-pivot, le Comptoir de l'Industrie Textile qui regroupe les 26 entreprises de fabrication du groupe (Vosges et centre de la France principalement) faisant soit de la fabrication, de la transformation ou de la distribution).

Filatures et tissages de Nomexy : 2 601 employés.

Saint Laurent	135
Grands Sables	161
Thaon	450
Igney	412
Nomexy	894
Vincey	399
Divers	34
Boutiques	116

Société industrielle de Senones : 1 391 employés.

Rond Pré Rambervilliers	246
Saulcy	158
Moyennoutier	585
Abbaye de Serionnes	305
Divers	31
Boutiques	66

Les Vosges classées 2^e pour le chômage...

EVOLUTION DE L'EMPLOI EN AVRIL

- Demandes d'emplois enregistrées : 947 (516 H, 431 F)
- Offres d'emplois enregistrées : 576 (638 en mars)... surtout dans les activités tertiaires !
- Chômeurs : 6 374, soit un pourcentage supérieur de 8,99 % par rapport à avril 77.
- Nombre de chômeurs par ville : Épinal (2 412), Remiremont (1 321), St-Dié (1 902).
- 2 900 personnes «bénéficiaient» de l'aide publique seulement en avril.
- 48 entreprises ont décrété du chômage partiel en avril.

L'EMPLOI DES FEMMES

57,4 % des chômeurs, dans les Vosges, sont des femmes ; cela n'a rien d'étonnant quand on sait que 28,5 % d'entre elles travaillent dans le textile et l'habillement, que le textile emploie 47,3 % des femmes, l'habillement, 86,5 %.

... Bientôt la 1^{ère} place !

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE SENONES :

364 LICENCIEMENTS

- Fermetures : tissage du Rond Pré à Rambervilliers (156 ouvriers).
- Licenciements :
 - 10 au tissage de Saulcy sur Meurthe.
 - 163 à la blanchisserie de Moyennoutier.
 - 14 au tissage de l'Abbaye à Senones.
 - 12 dans les services sociaux et techniques.

FILATURES ET TISSAGES DE NOMEXY :

1 001 LICENCIEMENTS

- Fermetures :
 - usine des Grands Sables à Epinal (185 ouvriers).
 - usine d'Igney (373 ouvriers)
 - usine de St-Laurent (32 ouvriers).
- Licenciement des 32 ouvriers, un atelier de confection est maintenu où doivent être reconverties les quelques ouvrières des Grands Sables licenciées ainsi que quelques unes du tissage actuel de l'usine de St-Laurent.
- usine de Vincey (387 ouvriers) : 108 ouvrières, du service «retorderie» seraient mutées à Thaon.
- Deux usines ne seraient pas touchées mais on y compte déjà des licenciements (entre les départs et les arrivées) : 13 à Nomexy et 40 à Thaon.

Pour mieux faire passer les 1 001 licenciements aux Filatures et Tissages de Nomexy, Petit proposait 259 pré-retraites, 240 «reconversions» paraît-il «possibles» à l'extérieur de Boussac et 150 mutations internes avec les conséquences que l'on sait : déplacements plus grands, pertes de salaire, déménagements.

Boussac en France : du tissage éponge à la haute couture

Boussac, c'est 20 000 ouvriers répartis dans 70 usines. Le groupe Boussac est le premier groupe cotonnier en France (10 %), le premier confectionneur (société Rousseau, manufacture de Blainville, Dior). Il dirige 26 entreprises de fabrication (textile et confection) mais aussi des entreprises de commerce (Toile d'Avion), de presse (L'Aurore, Paris Turf, Haras...)

FABRICATION

La Société Industrielle de Senones : 4 usines, 1 391 ouvriers.

Les Filatures et Tissages de Nomexy : 6 usines, 2 600 ouvriers.

La société des anciens Ets Laederich (Rupt sur Moselle) : 700 ouvriers (impression et blanchisserie).

La Manufacture d'Impression de Wesserling (Bas Rhin) : 250 ouvriers (tissage et filature).

TRANSFORMATION

Manufacture de Blainville : 1 500 ouvriers répartis dans le centre de la France et dans les Vosges, à Mirecourt, Senones et Raon l'Étape (prêt à porter, imperméables).

Etablissements Rousseau : 2 800 personnes à Saint Amand entre autres (chemises et pyjamas).

SOCO : 300 ouvriers à Beuvry (Nord) et Lunéville (filtres pour le lait...).

Jalla : 700 ouvriers à Regny (Tissus Eponges)

Etablissements de Julienrupt (Rambervilliers) : confection 150 ouvriers.



SESC de Bohin : 200 ouvriers en confection

Christian Dior France : 1 000 personnes à Paris et Orléans (prêt à porter et haute couture).

DISTRIBUTION

Comptoir de l'Industrie Cotonnière chargé d'approvisionner en tissus les usines de confection.

A la Toile d'Avion : magasins (4) à Paris employant 100 personnes.

ECOTEX : Société de distribution employant 150 salariés, à Senones et Golbey (Vosges)

Boussac Of France : s'occupe de l'exportation (USA...)

CITEC (Comptoir des pays d'Outre-mer) : exportation en Afrique.

Raphaël Cornille (Paris) : vente aux détaillants.

Christian Dior International : vente des licences haute-couture.

SERVICES

SIBE (Société Industrielle de Blainville sur l'eau) : s'occupe de l'entretien et du remplacement du parc de machines textiles.

Etablissements Collot (travaux publics) : emploie 150 personnes à Epinal.

SECTEUR PRESSE

Le groupe Boussac possède au sein du groupe «France libre» les deux journaux : Paris Turf et L'Aurore. Environ 1 000 personnes.

Plus de 3 ans de lutte dans les foyers Sonacotra

A LA VEILLE DES CONGES, STOLERU MENACE LES 40 000 RESIDENTS GREVISTES

Le Comité de Coordination répond à M. Stoléro.

Dans sa conférence de presse le 9 juin 1978, M. Stoléro attaque le comité de coordination et les 40 000 résidents grévistes, dans les foyers Sonacotra ADEF, AFTAM, AFRP et cités LOGIREP.

Le 6 décembre 1977, dans une lettre adressée au ministre de l'intérieur, M. Stoléro demande des renseignements sur l'activité du comité de coordination et menace de prendre des mesures répressives contre les membres de ce comité.

Après ces menaces, Stoléro passe aujourd'hui aux actes, et dans plusieurs foyers (Sonacotra, AFRP, AFTAM, ADEF et Cités LOGIREP), des résidents et des délégués ont reçu des lettres recommandées leur ordonnant de payer tous les mois de loyer en retard (plus de 10 000 F pour ceux qui sont en grève depuis plus de 3 ans) sous peine de saisie-arrêt sur leur salaire, et les menaçant d'exclusion des foyers s'ils continuent la grève et d'expulsion du territoire.

Il oublie de dire que dans les foyers nous subissons un règlement intérieur quasi-militaire.

- pas de droit de visite et de réunion dans les foyers.
- Des gérants racistes anciens parachutistes et provocateurs.
- et que nous payons 280 F

pour une chambrette de 4 à 6 m² avec une cloison ;

Il oublie de dire que 18 délégués du comité de coordination ont été expulsés illégalement dans leurs pays d'origine parce qu'ils défendaient l'intérêt de l'ensemble des résidents.

Il oublie que des milliers de travailleurs immigrés ont été emprisonnés à Arenc et dans d'autres prisons clandestines, avant d'être expulsés du territoire français...

Il oublie le refus de renouvellement de papiers pour les immigrés en particulier pour les résidents dans les foyers Sonacotra.

M. Stoléro n'a pas parlé des travailleurs immigrés qui se font tuer et attaquer par des bandes fascistes. On n'a jamais trouvé les responsables de ces actes.

- Laid Sebaï a été lâchement assassiné par une bande organisée, et qui court toujours.
- Un travailleur marocain a été tué par un gérant d'un foyer Sonacotra à Lyon.
- Un autre résident a été trouvé pendu au foyer Sonacotra de Bagnolet.
- A Argenteuil, à 5 h du matin, à la sortie du foyer, un résident a été lâchement agressé par trois individus armés de

bâtons, il est paralysé, et qui va nourrir ses enfants ?

M. Stoléro a oublié complètement de parler de la sécurité dans les foyers et les cités de transit.

- Au foyer Sonacotra de Villejuif, dans l'incendie, 2 morts et 9 blessés.
- A la cité de transit de St-Denis un bâtiment de 4 étages a été complètement ravagé par le feu en l'espace de 15 minutes.
- Un résident du foyer de Neuilly sur Marne est mort en prenant sa douche, par manque d'aération.

M. Stoléro n'a jamais parlé de l'exploitation des travailleurs immigrés sur les chantiers, dans les foyers et cités de transit.

Il se préoccupe d'annoncer des augmentations pour faire payer la crise aux travailleurs immigrés.

Face aux attaques et aux mesures racistes de Stoléro, Français-Immigrés, une seule classe ouvrière.

Le comité de coordination des foyers Sonacotra en lutte depuis plus de trois ans appelle tous les travailleurs français et immigrés, et tous les démocrates à une grande riposte contre la répression.

**Comité de Coordination
des Foyers Sonacotra en grève
14 rue de Nanteuil - 75 015 - Paris**



Gaston Dreux (Mortagne)

PROVOCATIONS DU PATRON

Le mercredi 14 juin, 75 % des ouvriers des Etablissements Dreux, qui font des maisons préfabriquées, débrayent pour la reconnaissance du droit syndical (CE-CHS), 300 F pour tous, 2 400 F pour 40 h, le treizième mois, et occupent l'entreprise. Le jeudi 15 juin, ils sont assignés en référé. Fait exceptionnel, le juge annonce qu'il ne peut juger, et décide de se rendre à l'usine le mardi 20 juin au matin. Entretemps, une partie des grévistes, sous les pressions incessantes de Gaston Dreux (un tiers du personnel est logé par le patron) a repris le travail.

Vendredi, une trentaine de lettres de licenciements

étaient envoyées aux grévistes les plus actifs, pendant que les cadres prenaient le risque de blesser des ouvriers en faisant sortir de force les camions, n'hésitant pas à détruire un mur de l'usine.

La CFDT appelait à un meeting de soutien à la porte de l'usine pour dimanche dernier. Quelques heures après, le PCF annonçait qu'il ferait son propre meeting, le dimanche matin, à la porte de l'usine. Beaucoup d'ouvriers s'interrogent alors sur cette arrivée du PCF : ses militants ne sont jamais venus pour le soutien. A ce meeting, quelques ouvriers du piquet de grève et... tous les militants que

le PCF a pu faire venir à 50 km à la ronde. Des militants de la CFDT tentent de s'opposer au discours du PCF. Celui-ci, qui « n'a de leçon de démocratie à recevoir de personne », fait son discours quand même. Aussitôt après, le PS, prend la parole pour proposer un comité de soutien. Et tout ce beau monde s'en va.

L'après-midi a lieu le meeting syndical auquel assistent des travailleurs de toute la région et des habitants du village de La Perrière.

Lundi soir, la réunion convoquée à l'initiative du PS a été un fiasco : que signifierait un comité de soutien créé sans les travailleurs et dans lequel le

PCF ne cesserait pas de calomnier la CFDT, comme il commençait à le faire ce lundi soir ?

Mardi, le juge est venu et a « tenté de rapprocher les points de vue ». Les travailleurs maintenaient comme condition de la reprise du travail que le patron possède aux élections de CE, et qu'il revienne sur les licenciements. Mais, le patron n'a rien voulu céder, et affirme même qu'il va procéder à d'autres licenciements. Mardi après midi, les travailleurs se réunissaient pour décider de la suite à donner à leur mouvement.

**Corrs. Mortagne
Au Perche**

PTT : Pour nos revendications, contre le démantèlement ; LA LUTTE !

Le 21 juin, la CGT-PTT appelait à une « journée d'action » de 24 heures au niveau national pour le service général, la catégorie la plus nombreuse et particulièrement sous payée. Objectif de cette journée : revendiquer les 35 heures, 50 000 emplois de titulaires, 2 500 francs mini, 35 points d'indice pour tous, non au démantèlement cet été, maintien du statut de fonctionnaire...

Bien sûr, ces revendications sont importantes et urgentes. Mais comme le faisaient remarquer les militants CFDT le 19 et le 20 dans les AG de brigades au Centre de Tri de Bobigny, ce n'est pas une grève de 24 h qui va faire céder Giscard-Barre-Ségard sur tous ces points. D'autant plus que ces grévistes, comme on en a tant vu les 6 derniers mois avant les élections aux PTT, ne nous ont jamais apporté quoi que ce soit.

Par contre la grève de soutien à Créteil en février, partie sur l'affaire Llamas et élargie au problème des effectifs titulaires a tout de même eu un début de résultat : la fin du vacataire et la transformation en auxiliaire saisonnier à partir du 1/7 et en auxiliaire titularisable (par concours spécial), à partir du 1/10/78. On est encore loin des 50 000 emplois de titulaires supplémentaires, mais la voie est tracée.

D'ailleurs, il y a un peu plus d'un mois, lorsque les militants CFDT discutaient avec les travailleurs du CTA sur la forme d'une éventuelle lutte sur les effectifs au niveau départemental (93), CFDT, CGT, FO, il ressortait qu'ils attendaient une grève de 24 h reconductible, ce qui était d'ailleurs en nette rupture avec les propositions bidons de négociations à froid faites par Séguin et Maire. A la suite d'un désaccord entre les syndicats, cette action mobilisatrice n'a pas eu lieu ; et aujourd'hui, alors que Giscard-Barre-Ségard préparent le démantèlement, on ne nous propose qu'une grève de 24 h sans perspective et à la veille des vacances : « une journée de salaire de perdue », entend-on ici et là...

De plus, vis-à-vis du démantèlement, on voudrait nous faire pleurnicher sur « le service public qui va passer au privé », et on

met au second plan les conséquences, qui sont pourtant ce sur quoi nous devons nous battre ! L'assouplissement (vers sa suppression), du statut de fonctionnaire dans les PTT donc le chantage aux licenciements, et par conséquent la dégradation des conditions de travail (augmentation des cadences et petits chefs sans arrêt sur le dos). C'est bien là-dessus qu'il aurait fallu se battre plus tôt et plus fermement, car tous les signes de ce démantèlement sont présents :

- La droite a gagné les élections : la dernière fois, en 74, avec Giscard-Barre-Chirac, c'était le démantèlement de l'ORTF.

- Ségard avait fait le pari d'étendre et de moderniser le réseau téléphonique d'ici 80, et la plus grande partie avant les législatives. Il en a profité pour rentabiliser l'opération et les Télécoms par conséquent : c'est la politique commerciale, agences type agences de tourisme (le client, et non plus l'usager, doit être roi, l'agent PTT, lui...), soustraction des travaux (les travailleurs de ces entreprises ne bénéficient pas des avantages acquis par les luttes des postiers). Les télécoms sont donc rentables et peuvent franchir le dernier pas, passer au privé...

- Pour la Poste et les services financiers (CCP, CNE) en cours de rentabilisation (Centre de Tri, guichets d'approvisionnement automatique à Paris 132, pré-tri sinon tri par quartier et rue pour les préposés, qui voient leurs quartiers allongés), il « suffirait » d'« assouplir » le statut des postiers... Belles files d'attente supplémentaires en perspective aux ANPE si ça réussissait.

C'est pourquoi, pour les travailleurs des PTT, l'enjeu exige bien autre chose que ces grèves de 24 h !

Corr. Bobigny CTA

Meaux : ITT occupé

Lundi soir, les 400 salariés de MTI, succursale d'ITT à Meaux, ont occupé leur entreprise. Ce sont en majorité des femmes. Elles avaient déposé leurs revendications : augmentation des salaires, 5^e semaine de congés et suppression des primes de rendement. Le patron avait demandé quatre jours de réflexion...

Meeting fasciste mardi prochain à Paris

DES ACTIVITÉS NUISIBLES !

● Au lendemain de son congrès, qui s'est tenu le week-end dernier, les nazillons du Parti des Forces Nouvelles entendent tenir un meeting à Paris le 27 juin. Outre les dirigeants du PFN, sont censés prendre la parole les animateurs de «l'eurodroite» que sont l'Almirante, du MSI italien, et Blas Pinar, du groupe fasciste Fuerza Nueva, responsable du massacre d'Attocha.

Périodiquement, ces nazillons essayent d'organiser des meetings, probablement pour tenter de se donner un peu de consistance.

Curieusement la bourgeoisie française est très soucieuse de respecter la liberté d'expression quand il s'agit de laisser parler les fascistes. Mais, interdictions gouvernementales ou pas, ce genre de meeting est régulièrement un échec. Pas plus le PFN que son rival, le Front National ne sont capables de remplir la Mutualité, et ce malgré une débauche de propagande et une mise en scène digne des rassemblements hitlériens. En juin 73, lors du dernier meeting «d'importance» d'Ordre nouveau (qui allait être dissous, de même que la Ligue trotskyste, à la suite des bagarres), la salle de la Mutualité à Paris n'était pas même à demi-remplie.

A l'évidence, les fascistes français sont plus à l'aise dans l'ombre qu'en tentant des rassemblements massifs. Ce n'est pas un secret pour personne que le

GUD, groupe terroriste qui sévit en milieu étudiant, entretient des liens étroits avec le PFN. De même que l'évêque Lefebvre a laissé le PFN organiser le service d'ordre de ses manifestations. Le PFN n'hésite pas non plus à organiser des actions de commandos, s'attaquant à des militants de gauche ou à divers locaux. Pour ne prendre que cet exemple, le 27 avril 77, une librairie marginale d'Angers, la «Tête en bas», était incendiée. On a retrouvé les coupables : 7 militants du PFN ; ils viennent d'être condamnés par la cour d'assises du Maine et Loire à des peines non négligeables, de 6 mois à trois ans de prison ferme. Il n'est pas inintéressant de constater que trois d'entre eux ont comme professions... parachutistes à Pau. C'est peut-être la véritable force, et la véritable nocivité des fascistes aujourd'hui : s'ils s'égoïsent dans des meetings sans succès, ils mettent aussi leur brutalité et leur absence de scrupules au ser-

vice d'organisations, de partis ou de corps sociaux qui, apparemment, n'ont pas un caractère fasciste avoué. C'est ainsi que la «préparation militaire parachutiste», qui alimente le recrutement des régiments d'appelés parachutistes, est largement gangrénée par cette vermine. C'est ainsi, nous l'avons dit, que cette même vermine organise l'occupation de l'église Saint-Nicolas du Charbonnet, en plein Paris. C'est ainsi que des mouvements comme «Légitime Défense» ou d'autres, sont des repères d'où les fascistes diffusent leurs idées. Un hebdomadaire comme *Minute*, qui a des chiffres de diffusion sensiblement égaux à ceux du *Nouvel Observateur*, permet aux fascistes d'être publiés chaque semaine, en toute impunité, sans que des mouvements de protestation ne s'organisent. C'est ainsi qu'il est de notoriété publique que des fascistes participaient au service d'ordre de Giscard lors de sa campagne électorale de 74, et que le RPR de Chirac ne refuse pas, lui non plus, un coup de main le cas échéant.

On dépasse ici le cadre du meeting du PFN.

Même s'il n'est pas à l'ordre du jour, le danger fasciste existe, et existera tant qu'existera la bourgeoisie. Il est à combattre résolument, en toute circonstance. Mais n'est-ce pas chez Furmon et ses «Français de bon sens», dans l'église qui sécrète Lefebvre, dans *Minute* qui se pavanne dans tous les kiosques, dans le RPR et son rassemblement de réactionnaires, dans certains régiments de parachutistes ou de légionnaires à la Erlin, autant que dans le groupuscule PFN qu'il faut chercher et traquer la «bête immonde».

N.D.



Maurice Faure à l'Élysée

UN VIEUX ROUTIER DE LA IV^e RÉPUBLIQUE

Giscard a reçu mardi à l'Élysée le radical de gauche Maurice Faure. Il s'agissait de le «consulter» à propos des questions européennes. Sous la IV^e République, Maurice Faure avait été signataire du traité de Rome. C'est à ce titre, officiellement, qu'on le «consultait». Pour que cette visite à l'Élysée ne soit pas trop compromettante, le MRG a bien pris soin de préciser que cette démarche n'engageait pas son parti.

Ces précautions oratoires ne sauraient masquer qu'une telle invitation de

l'Élysée entre dans le cadre de la politique giscardienne d'ouverture à petits pas. Il s'agit de faire entrer dans les mœurs politiques habituelles ces consultations avec des membres de l'opposition situés au centre gauche ; pour ne pas les engager trop ouvertement au début, le prétexte est de discuter seulement d'un problème précis.

QUI EST MAURICE FAURE ?

Vieux routier de la IV^e République, il est député

du Lot depuis 1951. Il fut ministre d'un soir dans l'éphémère cabinet de Pflimlin, en mai 1958.

En 1967, candidat du rassemblement démocratique, il se trouve après le premier tour en position d'être battu ; il adhère entre les deux tours à la fédération de la gauche démocrate et socialiste, ce qui lui permet de bénéficier du désistement des partis de gauche et de sauver son siège. Cette capacité à retourner sa veste pourra lui être encore utile à l'avenir.

Menaces soviétiques contre le Japon

BREJNEV INSTALLE UNE NOUVELLE BASE

● Dans une note remise par l'ambassadeur soviétique au ministre des Affaires étrangères japonais, l'URSS a menacé le Japon à propos de la signature d'un traité de paix et d'amitié entre le Japon et la Chine. L'URSS prétend que ce traité pourrait amener «une menace pour la paix et la sécurité dans la région» et «amener un bouleversement dans le développement des relations soviéto-nippones». Depuis plusieurs semaines les pressions se sont accentuées de la part de l'URSS pour empêcher la conclusion du traité. Le 2 juin le ministre japonais des Affaires étrangères s'insurgeait : «Le Japon et la Chine développent leurs relations d'amitié, l'Union Soviétique n'a pas de raison de s'en mêler».

Les pourparlers en vue de la conclusion du traité doivent reprendre incessamment à Pékin, où le ministre japonais des Affaires

étrangères se rendra lorsque les travaux auront atteint la phase finale.

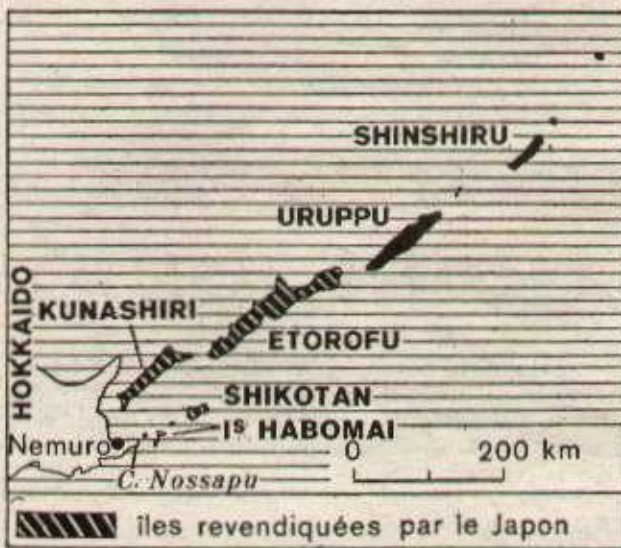
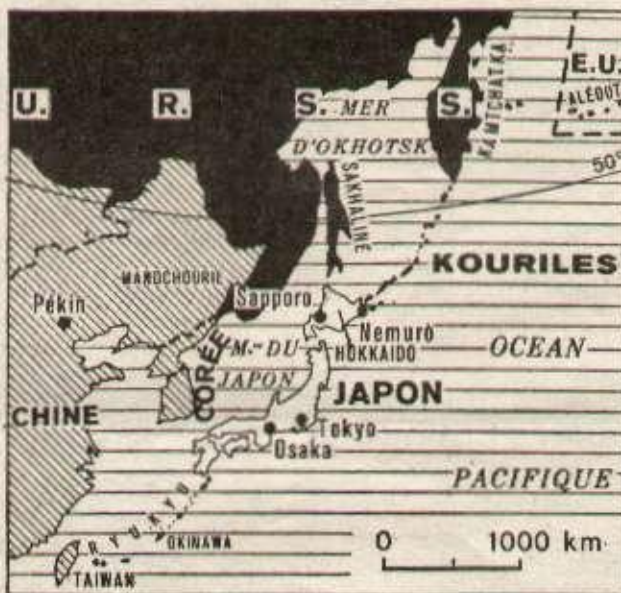
Depuis plusieurs années le Kremlin s'oppose à la

conclusion de tout traité entre la Chine et le Japon. Le traité en cours de négociations a suscité de sa part de vives oppositions dans le passé. Ce traité prévoit, à la demande des Chinois, l'inclusion d'une clause anti-hégémonique contre laquelle fulminait le Kremlin dès 1974 et qui prévoit que les deux pays s'opposeraient à toute tentative hégémonique dans la région.

Le pas franchi par les Soviétiques en envoyant une note diplomatique est une véritable tentative pour orienter selon leur bon plaisir les affaires du Japon. Cela repose sur une aggravation de la menace militaire à l'encontre du Japon. Du 6 au 11 juin, les Soviétiques ont procédé à des manœuvres militaires d'une envergure sans précédent dans les îles japonaises des Kouriles qu'ils occupent. Auparavant, au cours du mois de mai, plusieurs exercices de débarquement avaient eu lieu sur ces îles. Après les manœuvres, des vols d'avions de transport soviétiques se sont poursuivis sur l'île d'Etorofu. Il semble que les mille «marines» soviétiques qui ont participé aux manœuvres resteront sur l'île où une base aérienne importante est en cours de construction, afin de renforcer au voisinage immédiat du Japon le dispositif militaire soviétique.

Le fond des menaces soviétiques réside dans leur affirmation selon laquelle «l'hostilité de la direction chinoise envers l'URSS a été élevée au rang de politique d'Etat» et que «la Chine renforce cette politique de sabotage du processus de la détente d'aggravation de la menace de guerre et d'incitation au choc entre les Etats». De ce fait affirment les Soviétiques, le Japon serait objectivement lié à la politique chinoise en signant le traité. L'étrange conception des relations internationales sur laquelle repose cette argumentation mise à part, celle-ci constitue une grossière contre vérité. Est-ce la politique soviétique, le renforcement constant de son potentiel agressif, ses interventions armées, ses dictats et ses chantages qui aggravent les menaces de guerre, est-ce le fait de les dénoncer, comme le fait constamment le gouvernement chinois. La tentative d'intimidation à l'égard du Japon est en fait une tentative pour isoler la Chine au niveau international. Après avoir montré à l'ONU et par la politique poursuivie plusieurs années qu'elle n'avait pas l'intention de réduire son potentiel militaire et ses ambitions, l'URSS, veut imposer aujourd'hui que le Japon et les autres pays renoncent à les dénoncer et à prendre les moyens de les contrecarrer.

Cartes Le Monde



Berlin-Est : les «Vopos» tirent sur des soldats soviétiques

Spectacle inhabituel dans les rues de Berlin-Est où mardi après-midi s'est déroulée une fusillade opposant les occupants de deux voitures de la Volk Polizei (mot à mot : «police du peuple»), chargée de la surveillance du mur de Berlin et autorisée à tirer à vue en cas «d'évasion» à l'Ouest) et des déserteurs de l'armée soviétique qui tentaient de passer à l'Ouest. La fourgonnette des soldats russes n'a pu atteindre le poste-frontière de Check Point Charlie, ayant heurté un feu de signalisation. La fusillade qui s'en est suivie avec les policiers est-allemands a fait plusieurs blessés dont un des soldats russes et un diplomate ouest-allemand qui se trouvait là par hasard.

La version officielle donnée par l'agence de presse est-allemande ADN fait état d'«un accident de voiture où un diplomate ouest-allemand a été blessé par un soldat soviétique malade qui, pour se soustraire au constat de la police, a fait usage de son arme.»

VIDELA VEUT UNE PRESSE «AUX ORDRES»

Depuis le coup d'Etat de mars 76, le régime de Videla est responsable de l'assassinat de 23 journalistes (dont Julian Delgado «supprimé» pendant la Coupe du Monde), de la disparition d'une cinquantaine et de la détention de 50 autres.

Pour exercer un contrôle rigoureux sur la presse, les militaires ont créé une législation particulièrement répressive : «Sera puni pour un temps indéterminé tout individu qui, par quelque moyen que ce soit,

● **Lundi matin a eu lieu à Paris une conférence de presse organisée par l'Union des Journalistes Argentins en France (UPARF) et l'Union Nationale des Syndicats de Journalistes, afin de dénoncer la répression que la junta a déclenchée contre la presse.**

diffuse ou propage des communiqués ou des images en provenance de... ou attribuées à des associations illégales ou à des personnes ou des groupes se consacrant à des activités subversives». Cette loi a provoqué jusqu'à l'interdiction de revues pour enfants. Face à cette répres-

sion les journalistes s'organisent, c'est ainsi qu'ils ont manifesté en 75 à Buenos Aires pour protester contre les licenciements massifs dont ils ont été victimes dès 74 (rien qu'au quotidien *Clarín* : 500 journalistes sur un total de 1 500 ont été remplacés par des sympathisants de

la junta militaire) et afin d'obtenir des contrats de travail. Comme l'indiquait le secrétaire de l'Union des Journalistes Argentins en France : «Il n'y a pas de trêve pendant le *Mundial* et nous sommes encore plus préoccupés par l'après *Mundial*». D'autre part, on apprenait que vendredi, la police a découvert une bombe dans l'hôtel de Buenos Aires où sont logés les journalistes de la presse française, suisse et italienne.

Zaïre : dispute autour d'une prise de guerre

Des incidents ont opposé des légionnaires français aux soldats de Mobutu au sujet d'une voiture que les Français voulaient emmener dans leur retraite. La scène s'est déroulée sur l'aéroport de Lumumbashi, où les légionnaires ont voulu charger une voiture, soi-disant offerte par un homme d'affaire belge, dans l'avion qui les rapatriait en France. Les soldats de Mobutu leur disputant cette prise de guerre, ont obtenu la restitution du véhicule sous la menace de leurs armes.

Itinéraire d'un officier britannique : d'Irlande du Nord au Zimbabwe

Le bulletin de l'agence de presse républicaine irlandaise révèle qu'un journaliste de télévision, tué lors de combats au Zimbabwe en avril dernier est en réalité un officier de l'armée britannique qui travaillait pour l'armée rhodésienne. Richard Cecil était très lié avec le ministre des Affaires étrangères du régime raciste de Ian Smith. Il avait commencé sa «carrière» comme capitaine dans l'armée britannique à Derry en Irlande du Nord, où il exerça des tâches de répression dans les années 70. (C'est dans cette ville à la même époque que l'armée britannique tirant sur une manifestation fit plusieurs morts). Le bulletin du Sinn Féin Provisoire souligne que «les guerres de libération en Irlande et au Zimbabwe font partie de la même lutte pour la libération et l'indépendance des peuples opprimés.»

Embuscade de l'IRA

Un policier du RUC (police d'Irlande du Nord) a été enlevé et exécuté lors d'une embuscade tendue par l'IRA à Camlough, dans la région du sud d'Armagh (zone frontalière d'Irlande du Nord contrôlée par l'IRA). Au cours de cette opération, un autre policier a été tué. Les 600 soldats britanniques et les 200 policiers qui ont sillonné la région n'ont pas pu retrouver le commando de l'IRA.

D'autre part, un prêtre catholique, qui avait été enlevé en représailles par un groupe para-militaire protestant a été relâché sain et sauf.

L'ETA a tenté d'enlever un gouverneur militaire

La branche politico-militaire de l'ETA a revendiqué la tentative d'enlèvement du gouverneur militaire de la province de Guipuzcoa. L'opération qui a eu lieu dimanche à St Sébastien a échoué en raison d'un coup de feu qui donna l'alerte à la garnison avant que le général Gwendolyn, gouverneur de la province, soit enlevé par le commando. Approuvant une récente déclaration de l'ETA sur l'autodétermination du Pays-Basque, le député basque Francisco Letamendia (proche de l'ETA) a annoncé qu'il allait démissionner prochainement pour masquer sa désapprobation contre le statut du Pays-Basque proposé par l'État espagnol.

Élections au Pérou

Des élections, réservées aux personnes sachant lire et écrire, se sont déroulées au Pérou. Dans un pays où l'inflation atteint 80 % par an, où 60 % de la population de la capitale Lima, est au chômage, où 2,5 millions de personnes s'entassent dans des bidonvilles, la droite militaire au pouvoir depuis 1975, veut faire partager à la droite civile la responsabilité de sa politique. Dans les semaines qui ont précédé le vote, la plupart des responsables des organisations qui s'opposent au régime, ont été arrêtés ou envoyés en exil... en Argentine. Dans une telle situation, avec un taux très élevé d'abstentions, le Front Ouvrier Paysan Estudiantin et Populaire (FOCEP, extrême-gauche) obtiendrait 15 % des voix et l'ensemble des organisations de gauche totalisent 30 %, montrant que la résistance au régime qui s'était exprimée par des manifestations réprimées durement, est importante.

COMORES : GISCARD ET LE GOUVERNEMENT DES MERCENAIRES

Dans une interview au *Monde*, Abdallah, installé au pouvoir aux Comores par un coup d'Etat mené par les mercenaires, dirigés par Bob Denard, annonce qu'il vient à Paris pour nouer des relations diplomatiques avec la France. Il confirme également que Bob Denard «participe occasionnellement aux travaux du directeur politique» bien qu'il ne soit pas, assure Abdallah, ministre.

Enfin, à propos de Mayotte, où Giscard maintient ses troupes et le statut colonial en dépit de l'in-

dépendance des Comores, dont l'île fait partie, Abdallah a déclaré : «Le problème de Mayotte n'a pas été abordé à Paris... Lorsque nous aurons normalisé nos relations avec la France, nos relations avec Mayotte seront plus aisées». La seule signification que l'on puisse donner à ce propos est qu'Abdallah renonce à exiger le retrait des troupes françaises de Mayotte et reconnaît de facto la colonisation française de l'île, en prévoyant de normaliser les relations avec Paris sans tenir compte de cette question.

Le gouvernement de Bob Denard rend ainsi un service précieux à Giscard : il lui permet à la fois de se faire reconnaître des droits sur Mayotte et de revenir dans le reste des Comores. C'est ce qu'en attendaient les instigateurs du coup d'Etat ceux qui ont recruté Bob Denard. Les gesticulations de Michel Debré, député de La Réunion, ne signifiaient-elles pas qu'il a ses entrées dans ces milieux ? Alors même que personne n'avait encore de renseignements précis sur les événements des Comores, dès

l'annonce du coup d'Etat, il grimpait à la tribune de l'Assemblée pour demander que la France réponde à l'appel du nouveau gouvernement si celui-ci s'adressait à elle. Il se réjouissait que les mercenaires «venus de quelque part du côté de la Réunion aient renversé un tyranneau sanglant» selon les termes mêmes utilisés dans *Le Monde* par Abdallah pour désigner le régime de son prédécesseur. Abdallah a-t-il puisé son inspiration à la Réunion où il a séjourné quelques jours avant le coup d'Etat ?

HOMMAGE FUNEBRE AU CAMARADE KOUO MO JO

● Une cérémonie s'est déroulée à Pékin à la mémoire du camarade Kouo Mo Jo, membre du Comité central du Parti communiste chinois, vice-président du comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, vice-président du comité national de la conférence consultative du peuple chinois, président de l'Académie des Sciences de Chine et

C'est avec une vive douleur que nous honorons profondément la mémoire de ce révolutionnaire inflexible et de ce remarquable combattant culturel prolétarien, qui a consacré toute sa vie à la lutte pour la cause du communisme.

Le camarade Kou Mo-jo était un écrivain, un poète et un dramatique éminent de notre pays. Il était aussi un historien et un paléographe marxiste.

Déjà au cours du mouvement du «4 mai» 1919, par des créations poétiques pleines de sentiments révolutionnaires, il chanta la révolution populaire, le socialisme et le communisme. Il inaugura ainsi un nouveau style de poésie et devint le fondateur du mouvement de la nouvelle poésie en Chine. Les drames à thème historique qu'il composa sont une arme puissante pour éduquer le peuple et combattre les ennemis. Il fut le pionnier de la recherche marxiste sur l'histoire chinoise, combattant de façon créatrice la

paléographie avec la recherche sur l'histoire ancienne, il ouvrit une nouvelle voie dans la recherche historique. Il enregistra des réalisations importantes dans de nombreux domaines des sciences philosophiques et sociales, y compris la littérature, les beaux-arts, la philosophie l'histoire, l'archéologie, la paléographie sur os et écaïlle, ainsi que dans la traduction de la présentation des œuvres théoriques marxistes et des œuvres littéraires progressistes étrangères. Pendant une longue période, il se consacra à l'organisation et à la direction dans les domaines des sciences, de la culture et de l'éducation, et aida et contribua à la formation de milliers et de milliers de travailleurs en ces domaines, apportant ainsi une contribution immortelle au développement de ces trois disciplines. A l'instar de Lou Sin, il est, dans l'histoire de la culture contemporaine de Chine, un célèbre savant, qui se distingue par une rare érudition et un

président de la fédération des hommes de lettres et des artistes de Chine. Selon son désir, ses cendres seront dispersées sur le sol de Tatchai. Au cours de la cérémonie, Teng Siao-ping, vice-président du PCC et vice premier ministre, a prononcé un éloge funèbre dont nous publions quelques extraits.

talent remarquable. Après Lou Sin, Kouo Mo-jo est un autre porte-drapeau glorieux qui, sous la direction du parti communiste chinois et à la lumière de la pensée-maotsetoung, combattit sur le front de la culture. (...)

Le camarade Kouo Mo-jo était membre éminent du parti communiste chinois. Toute sa vie, il aime le parti, la patrie et le peuple. Fidèle à l'œuvre du parti, il nourrissait de profonds sentiments prolétariens à l'égard du Président Mao, notre grand dirigeant et éducateur et au premier ministre Chou, respecté et bien-aimé. Il persista dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat et, dans les diverses luttes entre les deux lignes au sein du parti, dans la lutte contre la bourgeoisie sur les plans idéologique et culturel et dans la lutte internationale contre l'impérialisme et le révisionnisme, il prit une position ferme et nette, se tint inébranlable-

ment du côté de la ligne révolutionnaire du président Mao. Ses œuvres étaient à l'unisson avec le peuple. Au soir de sa vie, le camarade Kouo Mo-jo subit les épreuves de la onzième lutte de lignes. Il acclama chaleureusement la grande victoire remportée par le comité central du parti avec à sa tête le président Houa dans l'écrasement net des quatre, en chantant à haute voix : «Ce qui nous réjouit au plus haut point, c'est la mise à jour des quatre». Il traduisit le désir commun des centaines de millions de Chinois : «Soutenons le président Houa, soutenons le comité central du parti». (...)

La vie du camarade Kouo Mo-jo a été une vie révolutionnaire et combattante. Il donna un exemple à tout le peuple du pays, aux pédagogues, aux travailleurs des fronts culturels et scientifiques et aux intellectuels, en particu-

Nouvelles de Timor-Est



Depuis 1975, le peuple Timor lutte contre l'invasion de l'île par les troupes indonésiennes. Le coup d'État qui porta Suharto à la tête de l'État en Indonésie et le départ des troupes portugaises de leur ancienne colonie en décembre 1975 sont à l'origine de l'annexion de Timor par l'Indonésie. Depuis cette date, 20 000 soldats indonésiens ont été tués par les troupes du FRETILIN (Front de Libération de Timor-Est) et la guérilla contrôle toujours 80 % du territoire du Timor oriental. Jusqu'à maintenant, la résistance à Timor Est a toujours réussi à repousser les attaques de l'armée indonésienne, malgré les bombardements des villages qui provoquent de nombreuses pertes parmi la population civile.

NOUVELLES DU FRONT

Dans une interview, Alarico Fernandes, ministre de l'Information et de la Sécurité nationale d'Est-Timor indique qu'à Fatobese, les forces du FRETILIN ont infligé de lourdes pertes aux troupes indonésiennes tandis qu'à Dili, les soldats de l'armée de Suharto refusaient de se rendre à Fatobese où se déroulaient des combats. Les soldats indonésiens sont très démoralisés et demandent leur retour immédiat en Indonésie.

Les forces du FRETILIN ont libéré des civils des camps de concentration indonésiens et contrôlent complètement la situation dans le secteur centre-nord (au sud et autour de Dili) et dans le secteur centre-est où l'ennemi est contraint de se retrancher dans la ville de Baucau.

Dans une récente interview au journal *Est Timor News*, Rogerio Lobato, membre du C.C. du FRETILIN et commandant général du FALINTIL a abordé différents aspects de la lutte de libération nationale à Timor-Est.

Sur la situation actuelle à Timor-Est : «*En ce qui concerne la situation politique, nous avons obtenu une très grande victoire parce que maintenant toute la population est unie, sous une direction unique, et tous les responsables pensent de la même façon et ont les mêmes plans. Ceci aidera beaucoup la lutte armée. En ce qui concerne la situation militaire, les Indonésiens occupent encore quelques villes comme Baucau, Dili, Viqueque et Lospalos, mais ils sont complètement encerclés dans ces villes et ne peuvent se déplacer librement pour approvisionner leurs forces. Cet isolement de l'ennemi dans quelques villes principales ouvrira la voie à la phase finale de la contre-offensive stratégique, faire sortir l'ennemi du pays.*»

Sur d'éventuelles négociations avec le gouvernement indonésien : «*La position du FRETILIN est que nous ne négocierons jamais. Négocier quoi ? Les Indonésiens ont envahi notre pays, nous forcerons les Indonésiens à se retirer du Timor Oriental par les armes.*»

Le rôle de la solidarité internationale avec le peuple de Timor-Est : «*La lutte du peuple de Timor-Est gagne sympathie et admiration de la part du monde entier parce que notre lutte est une lutte juste... Le peuple indonésien n'est pas notre ennemi et nous lutterons à ses côtés contre les fascistes, non seulement Suharto, mais les fascistes qui viendront après Suharto.*»

Le rôle de la femme dans la lutte : «*Nous accordons beaucoup d'importance à aider les camarades femmes à se libérer contre toutes les idéologies fausses et arriérées, et à les aider à se libérer de leurs oppresseurs non seulement indonésiens, mais aussi à l'intérieur de Timor Est. C'est une tâche très importante parce que nous sortons juste d'une société semi-féodale, coloniale... Les femmes représentent la moitié de la population et elles doivent être engagées dans la lutte sur tous les fronts, y compris la lutte armée.*»

Le rôle de la jeunesse : «*Plus de 90 % de ceux qui sont engagés dans la lutte armée sont des jeunes. La jeunesse joue un rôle clé dans la lutte. De nouveaux cadres sont apparus dans la lutte, formés dans la lutte elle-même. La plupart d'entre eux sont des jeunes.*»

L'INDONÉSIE AIDÉE PAR LA CIA
S'APPRÊTERAIT À ENVOYER
DE NOUVELLES TROUPES
À TIMOR-EST

Denis Freney, qui dirige la campagne pour l'indépendance de Timor-Est en Malaisie a révélé que (d'après Alarico Fernandes, ministre de l'Information et de la Sécurité nationale de Timor-Est) : la CIA a envoyé des conseillers militaires pour aider l'armée indonésienne à mener la lutte contre la guérilla. Cette aide militaire devrait servir au gouvernement indonésien à mettre sur pied une deuxième invasion de l'île, avec les nouvelles troupes composées de 15 000 hommes qui sont arrivées à Timor-Est le mois dernier.

La polémique américano-cubaine sur le Shaba

CASTRO VOTE CARTER ET ÉTALE
SA MAUVAISE FOI

«*Étrange spectacle. La chaîne de télévision américaine a présenté dimanche une interview de Castro dans laquelle le chef cubain loue Carter pour «son sérieux, son honnêteté, et ses capacités intellectuelles» et annonce qu'il souhaite sa réélection ; il n'a cependant pas voulu s'immiscer dans les affaires du parti démocrate en se prononçant sur une éventuelle candidature de Ted Kennedy. Par contre, à l'égard des républicains Ford et Reagan, il a été d'une sévérité sans appel. Ses éloges à l'égard de Carter s'adressent également à Vance et Young. Par contre, Brzezinski est traité d'«aventurier» et de «menteur».*»

Le vote de Castro est le dernier en date des épisodes de la polémique américano-cubaine qui a pris naissance le 25 mai dernier lorsque Carter accusait Cuba d'être responsable de l'opération des Katangais contre Kolwezi. Castro a rejeté l'ensemble des accusations américaines : «*Nous n'avons pas fourni d'armes. Nous n'avons pas fourni d'équipements. Nous n'avons pas transporté un seul Katangais et aucun Cubain n'a accompagné les Katangais à la frontière*» a-t-il répété sur tous les tons. Il confirme, précise, réaffirme la démarche qu'il avait faite dès le 17 mai auprès des États-Unis, leur annonçant que les Cubains n'étaient pour rien dans l'affaire. Carter n'a pas tenu compte de cette démarche cubaine : la présence cubaine en Angola, base de départ des forces katangaises lui permettait de justifier une intervention plus active des USA en Afrique. L'attaque directe des États-Unis peut signifier pour Cuba une situation plus difficile si elle remettait en cause la détente survenue depuis l'été dernier entre les deux pays, qui lui permettait d'espérer une levée du blocus américain contre Cuba.

LE PRIX DE L'ALLIANCE
AVEC MOSCOU

Pour Cuba, le prix de l'alliance avec Moscou a été jusqu'à présent très élevé. Les rares reportages sur Cuba commencent à faire état de pénuries attribuées à l'effort de guerre. Si les pertes restent secrètes, elles commencent à devenir sensibles. Enfin les forces soviétiques sont de plus en plus présentes dans le pays, où elles suppléent aux ponctions opérées dans les différents corps d'armée pour les différents corps expéditionnaires qui représentent en permanence le sixième de l'armée cubaine.

Ainsi le bilan pour Cuba, c'est tout d'abord une mainmise de plus en plus visible des Soviétiques sur toutes les activités du pays, qui rend de plus en plus dérisoires les arguments de Castro selon lesquels son intervention en Afrique est indépendante de celle des Soviétiques.

Castro a présenté son argumentation établissant son «innocence» le 14 juin

demier à deux parlementaires américains qui l'ont rencontré à La Havane. Selon leur rapport, Castro a révélé que les responsables cubains en Angola se sont rencontrés avec les responsables angolais avant l'agression pour discuter des moyens de l'empêcher. Selon Castro, deux raisons poussaient

INSTRUMENT
DES SOVIÉTIQUES

Paradoxalement, en essayant de se disculper, Castro fournit la preuve qu'il est l'instrument dont les Soviétiques se sont servis pour effectuer leur percée en Afrique. Si Castro et les Angolais étaient opposés à l'intervention des Katangais, qui leur en a donné la possibilité sinon les Soviétiques ? Si les Cubains n'aident plus le FNLC depuis 1976, si l'Angola a tenté de le désarmer à cette date, qui leur a permis de rester armés, de s'entraîner, sinon les Soviétiques ?

Il est d'ailleurs remarquable que les concertations évoquées par Castro se déroulent en l'absence



Cubains et Angolais à entreprendre une telle démarche : d'une part, les Cubains et les Angolais souhaitent la tranquillité sur la frontière avec le Zaïre quand ils sont confrontés à des opérations de guérilla au centre du pays et des interventions sud-africaines au sud. D'autre part, ils craignent que les interventions au Zaïre ne justifient une intervention occidentale et un éventuel renforcement de l'aide aux mouvements d'opposition au régime à l'intérieur de l'Angola. Castro y ajoutait une appréciation stratégique selon laquelle à ses yeux, le principal problème posé à l'Afrique était celui de la lutte contre les régimes racistes et qu'un conflit au Zaïre pourrait faire diversion.

Le dernier élément fourni par Castro aux membres du congrès américain est que les relations entre les Cubains et les Katangais seraient rompues depuis 1976, que non seulement les Cubains ont refusé de les entraîner mais qu'ils refusent même depuis deux ans toute aide médicale.

des Soviétiques et des Allemands de l'Est, dont le rôle est pourtant décisif, car si les Cubains ont 18 000 soldats en Angola, les deux autres pays ont 7 000 conseillers qui investissent toutes les sphères de décision. Il est étrange que le principal argument avancé par Castro pour justifier l'échec de ses tentatives d'empêcher l'intervention au Shaba soit le fait que Neto se trouvait alors, pendant plusieurs semaines, en traitement en URSS.

Quelles que soient les justifications que se donne Castro, l'intervention militaire massive de Cuba a été effectuée grâce au pont aérien d'armements soviétiques, matérialisant une entente totale entre Cuba et l'URSS pour intervenir. Dans la Corne de l'Afrique, Castro a préparé directement l'intervention conjointe de l'URSS et de Cuba, décidée à Moscou lors d'une de ses rencontres avec Brejnev. Les Soviétiques ont exercé une direction de plus en plus étroite sur les opérations. En 1975, les 15 000 hommes de Castro ouvraient la voie aux «experts» russes.

En 1977 dans l'Ogaden, les 7 000 Cubains étaient placés sous les ordres du général Petrov. Après l'intervention des Katangais au Shaba en 1978, les Soviétiques paraissent prendre en mains la direction des opérations militaires en Angola. Plusieurs généraux seraient arrivés, prenant la tête des services de renseignement, la Marine et l'Aviation, les Allemands de l'Est prenant en mains les communications terrestres. De bout en bout, l'intervention cubaine, concertée avec les Soviétiques, a permis à l'URSS de mener systématiquement son implantation en Afrique, y compris en utilisant des forces éventuellement aussi suspectes aux yeux de Castro que le FNLC.

Son affirmation, selon laquelle le principal problème en Afrique est la lutte contre les régimes racistes, est elle-même sujette à caution. En l'état actuel, elle justifie le maintien des troupes cubaines et leur renforcement, au grand avantage des Soviétiques.

Comment Castro concilie-t-il cette appréciation avec l'envoi de 10 000 hommes dans la Corne de l'Afrique et sa participation à la guerre contre le peuple érythréen ? En fin de compte, tout en essayant de détourner d'éventuelles représailles américaines, Castro ne cherche-t-il pas plutôt à se dédouaner à l'égard des non-alignés qui manifestent une opposition croissante à son rôle en Afrique, ne rejetant même pas l'hypothèse de son éviction du mouvement ? En tout cas, avec une politique de plus en plus intimement liée à celle de l'URSS, de plus en plus dépendante, il a de moins en moins de chances de faire croire à son autonomie.

Grégoire CARRAT

PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 21 juin

TF 1

17 h 55 - Sur deux roues
18 h 15 - A la bonne heure
18 h 35 - Coupe du monde de football
20 h 30 - Journal
21 h 00 - Les amours sous la révolution. *Les amants de Thermidor*
22 h 25 - Une vie. Maurice Genevoix. *Les sources*
23 h 25 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 40 - Question de temps. L'Espagne
23 h 10 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Classe tous risques. *Film français avec L. Ventura, J.P. Belmondo*
22 h 20 - Journal
22 h 35 - Ciné regards. *L'actualité du cinéma italien*

Jeudi 22 juin

TF 1

18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - Ces animaux qu'on appelle des bêtes
19 h 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le Mutant. *Feuilleton en 6 épisodes*
21 h 25 - L'événement
22 h 30 - Ciné-première
23 h 00 - Journal et fin

A 2

17 h 55 - Fenêtre sur...
18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Assemblées parlementaires
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Cartes sur table. Raymond Barre
21 h 45 - Messieurs les jurés. L'affaire Montigny.
23 h 40 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Ce merveilleux automne. *Film italien*
22 h 05 - Journal et fin

Ecrit sur un tronc d'olivier

Parce que je ne file pas de laine
parce que je suis exposé chaque jour
aux mandats d'arrêt
et ma maison exposée
aux descentes de police
aux perquisitions
aux «opérations de nettoyage»
parce que je suis dans l'impossibilité
d'acheter du papier
je graverai tout ce qui m'arrive
je graverai tous mes secrets
sur un olivier
dans la cour
de ma maison
je graverai mon histoire
et les volets de mon drame
et mes soupirs
sur mon jardin
et les tombes de mes morts
et je graverai
toutes les amertumes
qu'effacera le dixième des douceurs futures

Je graverai le numéro
de chaque arpent spolié
de notre terre
l'emplacement de mon village, ses milites,
les maisons dynamitées
mes arbres déracinés
chaque petite fleur écrasée
les noms de ceux qui ont pris plaisir
à détraquer mes nerfs et mon souffle
les noms des prisons
la marque de toutes les menottes
fermées sur mes poignets,
les bottes de mes gardiens
chaque juron
versé sur ma tête
Et je graverai
Kafar Kassem
je ne l'oublierai pas
et je graverai
Deir Yassin
ton souvenir me dévore
et je graverai
nous avons atteint le sommet de la tragédie
nous l'avons atteint,

Je graverai tout ce que me dévoile le soleil
me murmure la lune
ce que me narre la tourterelle
sur le puits
dont les amoureux se sont exilés
pour que je m'en souvienn
je resterai debout à graver
tous les volets de mon drame
et toutes les étapes de la défaite
de l'infiniment petit
à l'infiniment grand
sur un tronc d'olivier
dans la cour
de ma maison

de «Enterrez vos morts
et levez-vous»

Tawfik AZ ZAYAD



La section AMFP (Association Médicale Franco-Palestinienne) du Mans publie un recueil de poésie palestinienne : les célèbres poètes Mahmoud Darwich, Tawfik Az Zayed, Fadwa Touqan, Salim Jabran, et d'autres sont présentés dans cet ouvrage.

Ce recueil veut montrer que la lutte du peuple palestinien se mène sur tous les fronts, pour le retour à la patrie et comment les poètes palestiniens intégrés à leur peuple, expriment la vie quotidienne, les peines, la douleur, la lutte et l'espoir de ce peuple qui ne veut

pas être enseveli par la machine sioniste : à l'intérieur de la Palestine, le peuple vit et résiste à l'expropriation des terres, à la torture dans les prisons, à l'accumulation, au baillonnement de l'expression arabe palestinienne.

Ce recueil est illustré par plusieurs dessins réalisés par la section AMFP du Mans. Il est dédié «Au peuple palestinien en lutte pour ses droits nationaux.

Au peuple libanais victime à son tour de l'expansion sioniste.

A tous les peuple en lutte pour leur libération.»

Et l'acier fut trempé

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

Pavel partit du sanatorium. Il alla chez une amie de sa mère ou il découvrit bien des problèmes à résoudre...

— Ecoute, Taïa, commençons par nous tutoyer. A quoi bon ces salamales entre nous ? Je vais bientôt partir. Dommage que je vous aie rencontrés à un mauvais moment de ma vie, quand je me trouve moi-même dans une sale situation, sans ça nous aurions fait tourner les choses autrement. Il y a un an, nous serions partis d'ici tous ensemble. Pour des mains comme les tiennes ou celles de Léïa, on aurait toujours trouvé du travail ! Il faut laisser tomber le vieux, pas question de le rééduquer. Mais maintenant c'est impossible. Je ne sais pas moi-même ce que je vais devenir ; c'est pourquoi je suis, pour ainsi dire, désarmé. Que faire maintenant ? Je vais tâcher de retourner au travail. Les médecins ont écrit je ne sais quoi à mon sujet, et les camarades m'obligent à suivre une cure interminable. Enfin, pour ça, je m'arrangerai... J'écrirai à ma mère et j'essaierai d'en finir avec toute cette histoire. Mais je ne vous abandonnerai pas. Seulement, ma petite Taïa, il va falloir retourner votre vie de fond en comble, et notamment la tienne. En as-tu la force et l'envie ?

Taïa releva la tête qu'elle avait gardée baissée et répondit doucement :

— L'envie, oui. Mais la force, je ne sais pas.

Kortchaguine ne fut pas surpris de cette réponse hésitante.

— Ça ne fait rien, Taïa ! On y arrivera, pourvu que l'envie existe. Mais, dis-moi, tu es très attachée à la famille ?

Prise au dépourvu, elle ne répondit pas tout de suite.

— J'ai vraiment pitié de ma mère, dit-elle enfin. Le père l'a tourmentée toute sa vie, maintenant Georges l'exploite tant et plus, et je la plains beaucoup... bien qu'elle m'aime moins que Georges...

Ils causèrent longuement. Peu avant le retour de la famille, Pavel dit en plaisantant :

— Ce qui m'étonne, c'est que le vieux ne t'ait pas mariée de force.

Taïa eut un geste effrayé :

— Je ne me marierai pas. J'en ai assez vu avec Léïa. Ah non, pour rien au monde !

Pavel sourit.

— Alors quoi ? Un vœu pour toute la vie ? Et s'il se présente un gars formidable, en un mot un brave garçon, qu'est-ce que tu diras ?

— Je dirai « non » ! Ils sont tous braves tant qu'ils vous implorent sous les fenêtres.

Pavel posa sur son épaule une main apaisante.

— Bon, d'accord. On peut vivre aussi sans mari. Mais tu n'es vraiment pas gentille pour les gars. Heureusement encore que tu ne me soupçonnes pas d'intention de ce genre. Autrement, qu'est-ce que j'aurais pris !

Et, de sa paume froide, il caressa amicalement le bras de la jeune fille, subitement confuse.

— Des garçons comme toi se cherchent d'autres femmes que des filles comme moi, fit-elle doucement.

Quelques jours plus tard, le train emmena Kortchaguine à Kharkov. Il fut accompagné à la gare par Taïa, Léïa et Albina, qui était venue avec sa sœur Rose. Albina lui fit promettre de ne pas oublier les jeunes, d'aider ses filles à sortir de l'impasse. Elles le quittèrent comme un parent, et les yeux de Taïa brillaient de larmes. Il vit longtemps par la portière le mouchoir agité par Léïa et la blouse rayée de Taïa.

A Kharkov, ne voulant pas déranger Dora, il descendit chez son ami Péïa Novikov, s'y reposa et se rendit ensuite au Comité central. Il attendit l'arrivée d'Akim et, lorsqu'ils furent seuls, lui demanda de l'affecter immédiatement à un poste.

Akim secoua la tête en signe de dénégation. — Impossible, Pavel ! Il y a une décision de la commission médicale et du Comité central du Parti, qui dit : « Etant donné la gravité de son état de santé, l'expédier pour traitement à l'Institut de neuropathologie, sans l'affecter à aucun travail. »

— Ils peuvent bien écrire tout ce qu'ils voudront, Akim ! Donne-moi la possibilité de travailler, je te le demande ! Ces balades de clinique en clinique sont inutiles.

Akim se récusait.

— Nous ne pouvons pas enfreindre cette décision. Comprends donc, Pavloucha, qu'il est pour ton bien.

Mais Kortchaguine insista avec tant d'ardeur qu'Akim ne put résister et finit par accepter.

(à suivre)

● A Flins, la riposte à l'agression policière s'est rapidement organisée mercredi matin.

Les travailleurs qui arrivaient en car ont été dissuadés de travailler et pour renforcer le mouvement, une manifestation a parcouru les ateliers. Ensuite, un meeting s'est tenu sur la pelouse devant le restaurant pour dégager les orientations à donner à l'action.

Dans le même temps à Cléon, tracts en main, les militants ont informé les ouvriers de la situation à Flins, dénonçant l'intervention policière, ils ont également appelé à ce que s'organisent des discussions dans les ateliers pour prévoir une riposte. Celle-ci doit avoir un double objectif puisqu'il s'agit également de faire échec à la répression qui les frappe. Pour organiser cette riposte dès jeudi, les ouvriers choisiront soit de débrayer pour discuter sur le tas, soit d'attendre la pause pour engager le débat.

Les CRS sont intervenus mercredi vers 3 h 30 du matin. Le scénario est maintenant bien rôdé. Ainsi, alors même que la direction acceptait de négocier mercredi après-midi à 16 h 30 avec les grévistes des presses, elle préparait son mauvais coup.

Silencieux dans la nuit, les cars gris déversaient les flics casqués, matraque à la main et fusil lance-grenades à l'épaule.

Prudents et menaçants à la fois, ils convergent vers les grévistes. Mais peu importe : pour les grévistes, il ne s'agit pas de résister militairement, ils sortent poussés dans le dos par les flics du service de la direction qui avait fait mine d'accepter de négocier. « De toute façon, nous a dit l'un d'eux peu avant l'expulsion, si les flics nous délogent nous reprendrons la grève dès notre retour aux presses car ce ne sont pas eux qui vont les faire tourner ».

Dans l'atelier des 184 grandes presses, la travée AB 5 est le lieu de campement des O.S. D'un côté es deux téléviseurs, les lits de camp posés près des machines, des tables improvisées où on joue aux dames, aux cartes, etc., un peu plus loin l'électrophone qui toute la nuit tourne sa musique. Mardi après le début du lock-out marqué par un débrayage des ouvriers qui devaient travailler et une manifestation de soutien aux grévistes des presses, a discussion était animée.

Les dix huit délégués du comité de grève (un représentant pour chacune des 3 travées par équipe) s'étaient longuement rassemblés.

Ce comité soutenu par a CFDT mais non reconnu

formellement par la CGT, n'a pas été à proprement parler élu, mais plutôt formé autour de ceux qui dans la lutte semblaient pouvoir rassembler le point de vue de l'ensemble des grévistes.

Points de vues qui s'expriment dans la diversité par un jaillissement de propositions souvent contradictoires mais qui examinées soigneusement, confrontées à la réalité, évaluées en fonction du rapport de forces, finissent toujours par s'unifier.

Ici il y a une constante : tous sont tendus vers le but à atteindre : le P1 pour tous et pas de sanction. Le reste 300 F pour tous, les congés sans soldes, peut être négocié éventuellement. Pour les 300 F peut être le partage entre le

Flins : nouvelle agression policière

LES PRESSES CONTINUENT

paiement d'1/4 d'heure de douche après le travail et celui d'une prime de 160 F constituerait-il un terrain de discussion ; la direction refuse ces propositions jusqu'à ce jour.

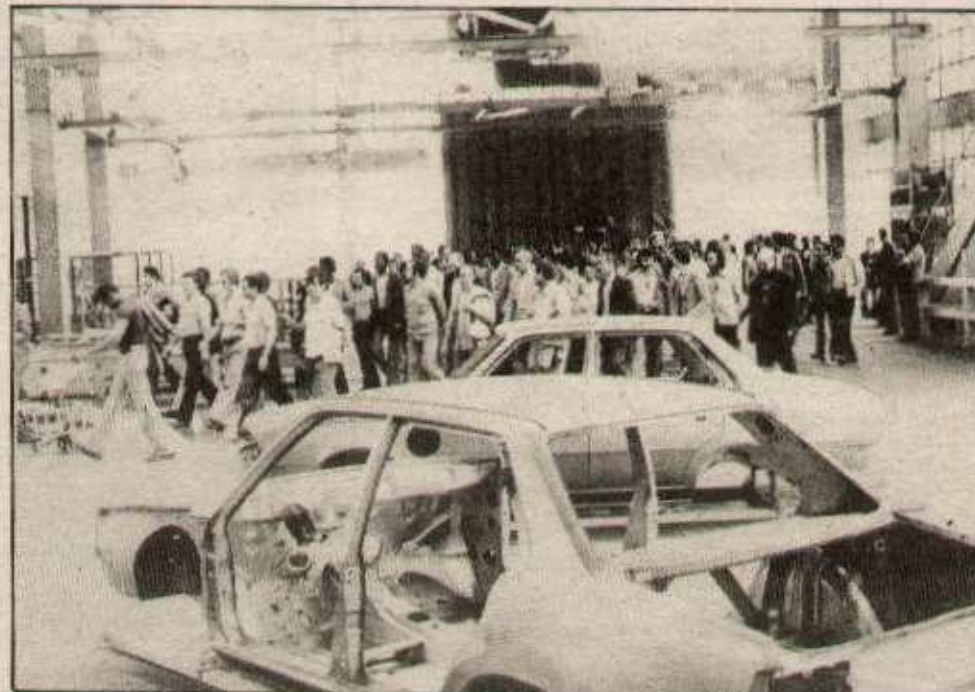
Pour les congés sans solde, elle a promis de revoir sa politique en la matière. Il ne lui en coûtera pas grand chose, car la Régie, au nom de l'étalement des vacances, prévoyait des prises de congé, plus souples dès l'été 79, et la fin de la fermeture totale en août.

Comme on le voit, l'action du médiateur n'a pas permis une avancée bien grande des négociations et les grévistes sont bien conscients qu'à cette nouvelle agression policière la seule réponse est de renforcer leur mouvement.

Mardi autour d'un délégué un petit groupe qui discutait insistait sur la détermination à lutter « s'il le faut jusqu'au 4 août, date des congés et de la fermeture de l'usine ».

Après 5 semaines de grève, après la première amputation du salaire de 860 F pour 5 jours d'arrêt de travail en mai, avec la perspective de ne recevoir comme salaire de juin que le montant de la prime de vacances, ces paroles ont un poids réel, elles montrent que le patron ne peut faire plier les O.S. des presses par la force.

La détermination est



Mardi en bout de chaîne : les carcasses de R 18 inutilisées : l'usine est lock-outée.

renforcée parce que comme l'a fortement exprimé l'un d'eux, « si la grève des presses est écrasée par la direction, personne n'osera plus lutter à la Régie ».

Aussi « comme on ne travaille pas avec un fusil dans le dos dès que les flics auront évacué l'usine et que les O.S. des presses regagneront leur atelier la grève reprendra », affirme un gréviste, et c'est l'avis unanime.

Bernard PELO

Renault - Espagne : grève et lock out

Il n'y a pas qu'en France que la direction de Renault a des problèmes. Depuis le début de la semaine, 3 000 ouvriers de l'usine de Valladolid sont en chômage technique. La direction espagnole a en effet lock-outé à la suite de la grève de 200 ouvriers des ateliers de laque. Ceux-ci sont en lutte contre les cadences, et les 98 mises à pied décidées par la direction n'ont pas entravé leur combativité.

Moulinex : 6 usines occupées

MENACE D'INTERVENTION DES FLICS A CAEN

Dans la journée de mardi, une nouvelle usine, celle d'Argentan, a été occupée. 6 usines, sur les 11, sont donc occupées désormais : Alençon, Caen, Villaines-la-Juhel, Mamers, Fresnaye-sur-Sarthe et Argentan.

A l'usine d'Alençon, la direction refuse toujours de discuter : M. Amelaine, membre du directoire, déclarait : « Nous ne discuterons pas tant qu'une seule usine sera occupée ». Or il y en avait 6 dans ce cas mardi, et les travailleurs n'étaient pas décidés à en partir !

Mercredi matin, quelques informaticiens sont rentrés dans l'usine, pour faire les payes. Quelques dizaines de cadres sont toujours sur place. Les non grévistes, venus à l'heure normale d'embauche, sont

peu à peu repartis. Jeudi, une manifestation interprofessionnelle est prévue à Alençon. C'est pourquoi le patron a donné rendez-vous aux non-grévistes vendredi matin. En clair, il n'y aura pas de service de ramassage jeudi ! La direction espère ainsi réduire le nombre d'ouvrières de Moulinex à la manifestation ! Pour ce qui est d'une éventuelle intervention de la police, le sentiment général est qu'elle risque plutôt de se produire à Caen : l'effet serait plus grand, vu l'importance de l'usine là-bas.

CAEN : MENACE D'INTERVENTION POLICIERE !

Mardi en fin d'après-midi, le président du tribunal de grande instance, saisi par la direction de Moulinex, a ordonné l'évacuation de tous ceux qui participent activement à l'occupation de l'usine.

Occupation qui s'est nettement renforcée dans la journée de mardi, puisque les grilles étaient solidement fermées, et que les piquets n'ont laissé entrer personne, aux heures de prise du travail. Les huisseries sont venus constater que les grilles étaient fermées. La menace d'évacuation par les forces de police est donc présente, même si le préfet de région a reçu mardi soir la CFDT de l'usine de Caen, et d'Alençon.

Arsenal de Brest

Elargir le mouvement

Mardi après-midi, au moment où le gouvernement se déclare « prêt » à discuter sur les revendications des travailleurs des arsenaux, Brest vibrait à nouveau sous les slogans lancés par plus de 5 000 voix, qui continuent à exiger le respect des décrets de 51 et de 67. Car ici à Brest, on ne prend pas au sérieux cette prétendue discussion, et les travailleurs restent fermes : « La première question sera de demander l'application des décrets, si c'est non, on claque la porte ».

Non, les travailleurs ne sont pas dupes ! Mardi, ils l'ont encore prouvé lors de la manifestation maintenant quotidienne qu'ils ont imposée à leurs fédérations. Ils l'ont imposée d'une part pour faire connaître leur révolte, mais aussi pour permettre des discussions et des échanges entre les différents ateliers. Car l'arsenal est un vaste complexe étalé sur huit kilomètres de long avec ses nombreuses spécialités : de la construction navale à la réparation, de nombreux corps de mé-

tiers s'y côtoient sans s'y rencontrer. La manifestation permet de briser ce cloisonnement.

La manifestation de mardi, se déroulait dans le centre ville de Brest, imposée ici aussi par la base, et le départ était donné à 14 h 30 devant l'église St Martin. Tout de suite, le maintenant traditionnel mot d'ordre « respectez nos décrets » est scandé, rythmé par des coups de sifflet.

Et c'est sous une floraison de banderoles que les travailleurs remontent le cours Jean Jaurès. Tout le long du trajet, de nombreuses personnes montrent leur sympathie pour les travailleurs qui, à leur septième jour de grève affirment encore que « ce n'est qu'un début, le combat continue », ils s'adressent à leur ministre de tutelle sous les accents d'un « Bourges, t'es foutu, l'arsenal est dans la rue ». A 14 h 45, les rangs serrés des 5 000 travailleurs, arpentent sur la place de l'hôtel de ville. Le bureau est alors envahi par des ban-

deroles, une prise de parole unitaire a lieu qui constate « que la combativité est toujours aussi grande, et que le mouvement a gardé la même ampleur et que tout laisse à penser qu'il va progresser ».

Cette initiative vient de la base, qui voyant approcher avec une certaine méfiance la période des congés, qui pourrait affaiblir à nouveau le mouvement, souhaite vivement que les travailleurs des entreprises de la région entrent en lutte sur les revendications pour amener le gouvernement à céder. « S'il cède pour nous, ce sera l'ouverture sociale pour les autres » nous affirme un travailleur.

Les propositions émises aux assemblées générales qui ont lieu par chantier, vont poursuivre dans le sens de l'élargissement des conflits, notamment par des propositions de diffusion de tracts vers les entreprises, des manifestations décentralisées dans les villes des environs de Brest.

Pierre CHÂTEL